

L'Europe à Dix

A certaines exceptions près, l'entrée de la Grèce dans la Communauté a été présentée par la presse belge comme un événement allant de soi.

On se souvient encore des scènes d'enthousiasme d'une foule de Grecs chantant sous la direction de Mikos Theodorakis, lorsque la Grèce reprenait souffle après avoir secoué le joug du régime des colonels.

Tout le monde était préoccupé en 1974 de préserver cette liberté fragile et à peine reconquise.

Les Grecs se sont tournés avec confiance vers l'Europe et le 12 juin 1975 déjà la demande officielle d'adhésion était introduite.

Aujourd'hui, on considère comme évident que la Grèce soit devenue le dixième Etat membre de la Communauté. Cette décision n'a soulevé aucun conflit.

Dans la Communauté, chacun était d'accord, bien que dans les couloirs certains ont souligné que dans la période actuelle de crise économique, cette adhésion, qui représente pour la Grèce un réel défi, constituait une charge non négligeable pour la Communauté.

On peut s'attendre à ce que dans la perspective des prochaines élections grecques, l'adhésion fasse l'objet de vives discussions.

Des sondages d'opinion réalisés à la demande de la Commission CE ont montrés que si l'enthousiasme pour l'adhésion n'est pas grand, le nombre des opposants reste également peu élevé.

Entretemps, les Grecs ont pris la place qui leur revient dans les institutions européennes.

M. Kontogeorgis, ancien ministre et négociateur du traité d'adhésion, est devenu membre de la Commission, chargé des transports, du tourisme et de la pêche. Et le 12 janvier les 24 parlementaires grecs ont été accueillis au Parlement européen par des applaudissements nourris.

L'Europe des Dix a démarré. Après une période transitoire de 5 à 7 ans selon les matières, les Grecs partageront entièrement les charges et obligations de la Communauté, mais il est clair qu'en contrepartie les Grecs comptent sur l'aide que la Communauté peut apporter au développement économique de leur pays.

J. F. VAN DEN BROECK.

La nouvelle Commission s'est mise au travail

La nouvelle Commission des Communautés européennes, présidée par le Luxembourgeois Gaston Thorn, est entrée en fonction le 6 janvier dernier. Suite à l'adhésion de la Grèce, la nouvelle Commission compte désormais 14 membres que nous vous présentons au centre de ce numéro.

Les dossiers qui attendent la Commission sont difficiles et importants.

Il y a d'abord les questions budgétaires.

Certains Etats membres ont estimé qu'il y avait eu un détournement de la procédure requise par le Traité et par le Règlement financier, lorsque Mme Veil, président du PE avait arrêté le budget constatant que « le Conseil n'avait modifié aucun des amendements apportés par l'Assemblée au projet de budget supplémentaire pour 1980 et que la procédure pour l'adoption du budget pour 1981 était également achevée. »

Au nom de la Commission, M. Thorn a clairement pris position devant le PE en affirmant que « tant le budget supplémentaire pour 1980 que le budget pour 1981 ont une existence légale et sont, de ce fait, exécutoires ».

Autre problème, la réforme budgétaire. En mai 1980, le Conseil européen réuni à Venise a notamment donné mandat à la Commission de présenter avant le 30 juin 1981 des propositions pour une réforme budgétaire. M. O'Kennedy, nouveau membre de la Commission chargé no-

tamment des problèmes administratifs, a été désigné comme délégué personnel du président pour l'exécution de ce mandat.

Il s'agit de faire un inventaire et d'élaborer des propositions de restructuration. Cette tâche d'aspect technique est temporaire, le président de la Commission défendra personnellement le dossier devant les ministres.

Outre ces graves problèmes budgétaires, la Commission est confrontée à des problèmes de type structurel touchant notamment à la politique agricole commune qui est un élément très important dans le dossier de la réforme du budget. Il s'agit aussi de mettre sur pied l'Europe « bleue » de la pêche, d'affronter en commun les problèmes énergétiques, de faire face aux difficultés industrielles (sidérurgie, textile...), d'intégrer la Grèce dans toutes les politiques européennes tout en s'appuyant à accueillir deux nouveaux partenaires : le Portugal et l'Espagne.

La répartition des attributions entre les membres de la Commission fut déjà une première tâche importante. « Elle traduit avant tout, souligne M. Thorn, notre souci de renforcer notre cohésion interne et donner tout son sens au caractère collégial de la Commission. »

Les membres de la Commission, ainsi que le juge grec à la Cour de Justice et le représentant grec à la Cour des Comptes, ont prêté serment devant la Cour de Justice CE le 12 janvier.

La Commission s'est ensuite présentée devant le Parlement européen, où 24 parlementaires grecs ont pris place parmi les élus des neuf autres Etats membres.

Dans ce numéro

- 2 - 3 Entretien avec Antoinette Spaak
- 4 La communauté grecque en Belgique
- 5 Les finances de l'Europe
- 6 - 7 Entretien avec Willy De Clercq
- 8 Publications - Divers - Agenda

Les Belges au Parlement européen

Antoinette Spaak :

« Les histoires de bonnes femmes n'intéressent pas les parlementaires européens »



EURinfo : Vous êtes membre du PE, membre du parlement belge et présidente du F.D.F..

N'est-il pas difficile de concilier ces 3 fonctions dans un pays où bien des problèmes sont discutés et négociés au niveau des partis politiques ?

Antoinette Spaak : J'ai eu des moments difficiles lorsque nous étions dans la majorité.

Au point de vue européen j'étais assez satisfaite que mon parti retourne dans l'opposition. Reste le double mandat. Je crois que ce sera une question très importante à discuter en vue des prochaines élections européennes. Je suis opposée à l'absence totale de double mandat dans l'Assemblée européenne.

Le lien avec les parlements nationaux est fondamental.

Si on le supprime totalement, nous aurons un PE quelque peu désincarné et des parlementaires un peu détachés de leur pays d'origine. Une chose m'a frappée dans le double mandat, c'est que je suis beaucoup plus intéressée à faire des interventions au plan national depuis que je suis élue européenne.

Mon travail au PE donne à mon action parlementaire nationale une dimension

ANTOINETTE SPAAK (FDF-RW)

52 ans (née le 27 juin 1928 à Etterbeek).

Mariée, 2 enfants.

Candidate en philosophie et lettres.

Député de l'arrondissement de Bruxelles depuis mars 1974.

Ancien membre du Comité interparlementaire consultatif du Benelux.

Ancien membre de la commission de la Défense Nationale à la Chambre. Membre de la commission de la santé publique de la Chambre.

Présidente du FDF depuis 1977.

Membre de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la protection des consommateurs ainsi que de la commission ad hoc pour les droits de la femme du PE élu en juin 1979.

qu'elle n'avait de toute évidence pas avant.

Ceci dit, j'ai souvent le sentiment qu'étant une femme on est davantage frappé par mon triple mandat que face à des hommes qui remplissent des charges encore plus lourdes.

EI : Le PE compte relativement plus de femmes que les autres parlements nationaux.

Vous faites partie de la commission ad hoc du PE pour les droits de la femme. Qu'a fait cette commission pour l'application du principe d'égalité hommes-femmes consacré par les traités ?

A. S. : En pourcentage le PE est mieux représenté sur le plan féminin que certains parlements nationaux, mais il n'est pas plus féministe pour autant. Dans les débats touchant apparemment plus les femmes que les hommes, j'ai été très déçue de voir que les parlementaires masculins n'intervenaient absolument pas.

Lors d'un de ces débats où sur 50 inscrits il y avait 48 femmes, j'ai fait rire le PE en disant « messieurs, êtes-vous timides ? ou êtes-vous incompetents ? ». En fait, ces « histoires de bonnes femmes » ne les intéressent pas, exactement comme dans les parlements nationaux.

Je crois que nous avons eu raison de mettre sur pied la commission ad hoc parce qu'il fallait souligner notre solidarité qui est beaucoup plus aisée au niveau européen qu'au niveau national où des éléments de politique interne se mêlent à nos problèmes.

La commission ad hoc a fait un énorme travail.

Je ne peux cependant pas encore dire si c'est du bon travail. Nous sommes devant une masse de documents.

Je me demande si nous allons pouvoir faire un rapport qui trouvera l'adhésion d'un grand nombre de femmes et si nous nous présenterons de manière cohérente en séance publique.

En février, ces messieurs ne nous ferons pas de cadeaux, ils nous attendent au tournant.

EI : Au PE, vous siégez parmi les non-inscrits. Comment travaillent-ils ?

A. S. : Nous avons des avantages : un temps de parole plus important par rapport à nos « forces » que les autres grands groupes. Notre indépendance, nous prenons la parole quand nous le voulons sur des sujets choisis ce qui n'est pas du tout le cas dans les groupes constitués.

Nous ne tenons pas de réunions de groupes qui prennent un temps incroyable et, selon moi, pas toujours employé de façon positive. Désavantage matériel, oui mais j'ai toujours considéré que c'était secondaire et suis très étonnée que finalement sans argent on fait autant qu'avec de l'argent.

Un désavantage est cependant à signaler dans la distribution des rapports en commission.

Les grands groupes ont décidé qu'ils se partageraient les rapports selon la force des groupes. Comme nous ne sommes pas, et refusons de former, un groupe avec les fascistes italiens, en principe nous ne devrions pas avoir la possibilité d'être rapporteur ce qui est inacceptable. A la commission de l'environnement, mes collègues ont très aimablement imaginé un système de tournante auquel je suis partie.

Mais ce modus vivendi n'est pas reconnu officiellement — et est même contesté — par les groupes.

Il faut reconnaître que M. Pannella — radical italien — a fait un travail très important sur le plan du changement des statuts du PE où il y avait 24 députés considérés comme de second ordre ce qui était totalement insupportable.

EI : Vous faites partie de la commission de l'environnement et de la protection des consommateurs.

Les organisations de consommateurs sont actuellement très actives et enregis-



trent certains succès. Le PE a-t-il une action concrète en la matière ?

A. S. : Cette commission a, à mon avis, l'ambition de traiter de trop de choses.

Nous abordons le grand problème des consommateurs, toute l'écologie — et les positions passionnées qu'elle suppose — le nucléaire dans son aspect écologique ce qui fait que nous avons des ordres du jour très chargés. Je crois d'ailleurs que c'est la commission qui travaille le plus de tout le PE et cela de manière un peu dispersée. Nous nous occupons aussi de santé publique, des colorants comme de la sécurité des jouets. Nous sommes vraiment débordés et risquons de faire du mauvais travail.

EI : Y aurait-il moyen de pallier cet inconvénient ?

A. S. : Non pas directement. On pourrait scinder la commission en une commission écologique et une commission des consommateurs, mais il faut l'autorisation.

De plus cela coûte cher. Ce parlement a déjà la réputation d'être onéreux, aussi faut-il faire attention à toute mesure qui entraîne des dépenses supplémentaires.

EI : Vous avez siégé au conseil consultatif interparlementaire du Benelux. Cette première forme d'intégration européenne est-elle encore perceptible aujourd'hui, particulièrement au PE ?

A. S. : J'ai été très déçue de mon passage à ce conseil. J'avais sans cesse le sentiment que les problèmes qu'on y discutait étaient débordés par le niveau européen ce qui est frustrant.

Aujourd'hui, on ne ressent absolument pas l'aspect Benelux au PE.

Mais l'idée de Benelux a été tout à fait prémonitrice et politiquement excellente.

EI : Votre père P.-H. Spaak est un des « pères de l'Europe ». Depuis plus d'un an vous-même vous siégez au PE. Quelles



sont vos conclusions provisoires sur l'Europe actuelle. Ne s'éloigne-t-elle pas de ce que voulaient les grands européens d'après-guerre ?

A. S. : Il faut le reconnaître, et non se cramponner à des idées dépassées par les faits. Il faut s'adapter à l'évolution politique, l'Europe c'est cela.

Je crois que mon père aurait été très heureux de l'élection du PE. C'est une énorme victoire pour l'Europe. Ce n'est qu'un début. Nous avons vraiment commencé à travailler. La première année a été très difficile.

Il faut penser à une autre Europe qui sera d'abord l'Europe de la crise et cela change toutes les données. Les gens vont très rapidement savoir qu'il n'y a pas d'autre issue à toute une série de problèmes : sidérurgie, textile, automobile... La dimension européenne est même trop petite.

Il est évident que la Belgique, la France et même l'Allemagne ne sont rien face au Japon, alors que l'Europe est un interlocuteur valable.

EI : Lors de la session de novembre, il a été question du lieu de travail du PE.

Vous êtes député de Bruxelles. Quelle est votre position face à ce problème ?

A. S. : J'ai toujours défendu le statu quo. Strasbourg est un drapeau, symbole de la réconciliation franco-allemande. On a pris des engagements vis-à-vis de Luxembourg, Bruxelles a la Commission.

Je ne défends pas la concentration de tout à Bruxelles.

La question la plus urgente me paraît celle de la localisation du secrétariat dont les voyages sont aberrants et très coûteux. Il serait mieux placé à Bruxelles puisqu'il y a là la Commission et les commissions parlementaires... Mais je considère qu'il faut respecter les engagements qu'on a pris et les grands frais que chacun a engagés.

Les Grecs restent attachés à leur culture

« Les Grecs de Bruxelles, d'Anvers, de la région liégeoise, de Charleroi et de plusieurs villes limbourgeoises se connaissent pour la plupart, j'en suis certain. Ce ne sont d'ailleurs pas de nouveaux « arrivants », la majorité d'entre eux est venue en Belgique vers 1955.

Ils se retrouvent dans les nombreux restaurants et cafés grecs, où l'on danse le sirtaki et joue au « tavli » sorte de jeu de baquet » déclare M. Theocharopoulos, consul de Grèce à Bruxelles.

Pendant la dernière vague de diaspora grecque, juste après la guerre civile et la crise économique qui l'a suivie, de nombreux grecs ne souhaitant pas rester au pays sont partis aux quatre coins du monde, principalement aux Etats-Unis. Cette grande migration a commencé dans les années '50 et a eu pour résultat que près de 4 Grecs sur 10 ne vivent pas dans leur pays.

« On ne peut dire avec certitude combien de Grecs sont finalement arrivés en Belgique, car ils ne sont pas obligés de se faire enregistrer au consulat » poursuit M. Theocharopoulos. « Selon les estimations entre 25.000 et 30.000 sont venus s'établir en Belgique.

C'est relativement peu. Dans un pays plus proche de la Grèce comme la République fédérale d'Allemagne on en compte près de dix fois plus.

L'émigration grecque vers la Belgique a commencé lorsque celle-ci a conclu une convention avec la Grèce en vue d'embaucher des travailleurs grecs dans les charbonnages belges, et elle s'est ralentie dans la deuxième moitié des années '60, lorsque la situation économique s'est améliorée en Grèce. »

« Après la fermeture de la plupart des charbonnages belges, près de la moitié des Grecs — soit 12.000 — se sont établis à Bruxelles. Ils gagnent leur vie dans les commerces et les usines de la ville et de sa périphérie » explique M. Theocharopoulos. « Les restaurants grecs sont presque aussi connus que les restaurants italiens.

Les restaurants populaires, très simples où le client va choisir son repas « dans les



casseroles » et non à la carte, sont regroupés dans certaines rues, comme la rue d'Argonne près de la gare du Midi à Bruxelles. Les Grecs de Belgique sont très attirés par la profession de chauffeur de taxi. Selon les estimations, près d'un millier de Grecs gagnent ainsi leur vie.

« Il existe même une compagnie de taxis proprement grecque, précise le consul Theocharopoulos, mais je ne sais pas pour quelles raisons cette profession attire tant mes compatriotes. »

ECOLES GRECQUES

Après la fermeture des charbonnages, de nombreux

Grecs sont restés à Charleroi et à Liège, où un consulat grec a été créé, ainsi que dans le Limbourg. Ils y ont trouvé du travail dans les industries locales.

A Anvers aussi de nombreux Grecs qui travaillent principalement dans le secteur commercial se sont établis et un consulat y a été ouvert. La communauté grecque n'a pas coupé ses liens avec la langue maternelle.

Preuve nous en est donnée par le fait que plus de 2.000 écoliers grecs suivent les cours — non obligatoires ! — de langue et culture grecque et de religion orthodoxe, bien que cela demande de sérieux efforts.

Trente cinq écoles primaires subsidiées par le gouvernement grec accueillent cette année plus de 1.500 élèves grecs chaque jour de classe entre 16 h. 30 et 18 h ainsi que le mercredi après-midi. On y enseigne la culture grecque après « l'école belge ».

Des possibilités identiques existent pour les écoliers grecs dans six écoles belges où une section spéciale, subsidiée par la Grèce, a été créée à cet effet.

L'enseignement de la langue, de la culture et de la religion est prévu pour les élèves du secondaire dans 7 lycées qui se trouvent, comme les écoles primaires, dans les villes où résident la plupart des Grecs : Bruxelles, Anvers, Charleroi, Genk, Eindhoven et Verviers.

Ce lien avec la communauté grecque est, dans les différentes villes de Belgique, favorisé par des périodiques grecques. A l'origine, il y en avait trois. Momentanément n'en reste plus que deux, paraissant tous les deux mois.

« Orthodoxia » est une initiative de l'église orthodoxe grecque de Belgique et est tiré à environ 1.000 exemplaires; alors que « Paratiris », ce qui en français signifie « L'observateur », donne davantage d'informations générales ainsi que des nouvelles personnelles des Grecs résidant à Bruxelles. Il tire à 3.000 exemplaires.

Dialogue Parlement-Commission

Aides de la BEI

Au cours de la période 1975-1979, la Banque Européenne d'Investissement a accordé en Belgique des prêts d'une contrevaletur totale de 6.100 millions FB.

Ces prêts ont été accordés pour des investissements contribuant au développement régional (1,1 milliard FB à la construction d'une usine de produits autoadhésifs dans la province d'Anvers, 2 prêts globaux à la Société Nationale de Crédit à l'Industrie pour contribuer au financement de divers investissements indus-

triels de petites et moyennes dimensions dans les régions moins favorisées de Belgique) ainsi que pour des investissements d'intérêt commun européen et plus particulièrement pour l'approvisionnement en énergie (5 milliards FB pour les centrales électriques de Doel et Tihange, et pour un Gazoduc traversant la Belgique et acheminant du gaz naturel provenant de la Mer du Nord et des Pays-Bas vers le Sud de la Belgique et le Nord de la France).

Question n° 1144/80 de Mme Lizin, parlementaire européenne.

Bourses de recherche

Afin de soutenir la recherche universitaire dans le domaine de l'intégration européenne, la Commission CE attribuera en juillet 1981, 18 bourses de recherche d'un montant maximum de 180.000 FB. Renseignements complémentaires et formulaires d'actes de candidature peuvent être obtenus au Bureau de Presse et d'Information, 73, rue Archimède - 1040 Bruxelles - (Tél. 736.60.00)

EURO FORUM

POINT DE VUE

Les perspectives

« Les perspectives pour les années 1980 ne sont pas réjouissantes. La récession économique s'amplifie et prend des proportions menaçant non seulement la prospérité mais les fondements de notre société et laissant envisager jusqu'à un changement de civilisation. »

Je reste profondément persuadé que le projet consacré par les Traités qui a permis de réconcilier et de reconstruire l'Europe dévastée et aussi de faire ensuite sa prospérité, représente notre seule chance de salut face à la crise économique et sociale qui menace notre société jusque dans ses valeurs essentielles. Car, nous le savons tous, ce n'est pas seulement le bien-être et la santé économique qui sont en péril.

Comme il y a plus de trente-cinq ans, lorsque six gouvernements convaincus qu'ils ne sauraient plus venir à bout de mêmes difficultés auxquelles ils étaient confrontés ont décidé d'agir de concert, de même aujourd'hui et alors que ces mêmes Etats ont à affronter avec d'autres les prétentions, voire les convoitises de géants d'une taille exceptionnelle, l'idée de s'unir pour mieux agir garde pour celui qui vous parle à la fois toute sa force et toute son actualité.

Les objectifs que nous poursuivons se trouvent solennellement ancrés dans les préambules de nos traités. Je rappelle pour mémoire que nous visons :

— à établir les fondements d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens,

— à assurer par une action commune le progrès économique et social de nos pays en éliminant les barrières qui divisent l'Europe,

— à poursuivre nos efforts pour l'amélioration constante des conditions de vie et d'emploi de nos peuples,

— à éliminer les obstacles existants et à promouvoir une action concertée en vue de garantir la stabilité dans l'expansion, l'équilibre dans les échanges et la loyauté dans la concurrence,

— à renforcer l'unité de nos économies et en assurer le développement harmonieux en réduisant l'écart entre les différentes régions et le retard des moins favorisées,

— à contribuer, grâce à une politique commerciale commune, à la suppression progressive des restrictions aux échanges internationaux,

— à confirmer la solidarité qui lie l'Europe et les pays d'outre-mer, et à assurer le développement de notre prospérité.

Voilà les circonstances dans lesquelles la nouvelle Commission assume son mandat. Qui pourrait donc mettre en doute que la Commission est une institution politique. Elle l'est par nature, elle l'est par la volonté des parties contractantes aux Traités, elle l'est aussi bien par nécessité. Son rôle est d'être le moteur de l'entreprise d'intégration européenne et le gardien des traités. Elle est le rouage central du dialogue entre les Institutions de la Communauté. Quand il s'agit de relever les défis de la crise et de répondre aux espoirs des citoyens, une part essentielle de la tâche lui incombe.

Extrait du discours prononcé par M. Gaston Thorn, Président de la Commission européenne, devant le Parlement européen, Strasbourg, le 12 janvier 1981.

ON EN PARLE

C'est avec une douloureuse stupéfaction que nous avons appris la mort soudaine de Finn Gundelach, vice-président de la Commission, où il assumait les responsabilités de la politique agricole.

Cette disparition n'est pas seulement attristante. Elle constitue un « coup dur » pour la Communauté. D'autant plus qu'elle survient au moment où Finn Gundelach s'employait avec ardeur et obstination à résoudre les problèmes que pose la politique agricole commune (P.A.C.).

Lorsqu'il hérita de cette lourde charge en 1977, il savait que la « PAC », comme disent les initiés, avait été conçue vers la fin des années 50 et que son but était d'assurer aux agriculteurs un niveau de vie décent, aux consommateurs la sécurité et la variété alimentaires.

M. Gundelach savait reconnaître les mérites de la PAC, ce qu'elle avait apporté aux citoyens de la Communauté. Mais il était également conscient des faiblesses d'un système datant d'une époque dont les priorités étaient nécessairement différentes de celles d'aujourd'hui.

Il fut donc aux prises pendant quatre années avec le problème des excédents agricoles et avec la tâche difficile de concilier les intérêts légitimes mais souvent contradictoires des consommateurs et des producteurs.

A cet égard, l'année 1981 s'annonçait décisive. En effet, en juin dernier, les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté avaient donné mandat à la Commission de préparer une réforme du budget communautaire. Comme la politique agricole absorbe les deux tiers de ce budget, il était évident qu'elle allait être la première à faire l'objet d'une refonte.

suite à la p. 5

LA VIE DE LA COMMUNAUTE

Régions

La Communauté aide la Grèce

La Grèce disposera de 13 % du total des ressources du Fonds européen de Développement régional (FEDER) qui contribue au développement des régions les moins favorisées de la Communauté.

Les ressources du Fonds pour 1980 se sont élevées à 41 milliards de FB et elles devraient passer pour l'année 1981 à 60 milliards de FB.

Pour les autres Etats membres, les quotas sont les suivants (les chiffres entre parenthèses indiquant les quotas pour 1980): Belgique 1,11 % (1,39 %), Danemark 1,06 % (1,2 %), Allemagne 4,65 % (6,0 %), France 13,64 % (16,86 %), Irlande 5,94 % (6,46 %), Italie 35,49 % (39,39 %), Luxembourg 0,07 % (0,09 %), Pays-Bas 1,24 % (1,58 %), Royaume-Uni 23,8 % (27,03 %).

Concurrence

IBM sur la sellette

La Commission européenne a accusé IBM, le géant américain des ordinateurs, d'utiliser la position qu'il occupe sur le marché européen pour pratiquer une concurrence déloyale vis-à-vis de firmes concurrentes.

Après une enquête qui a duré six ans et demi, le service de concurrence de la Commission estime qu'IBM a abusé de sa position dominante, notamment en agénçant la « mémoire » de ses ordinateurs de telle sorte que l'acheteur demeure lié à ses produits. Tout se passe en effet comme si IBM s'évertuait à gêner les sociétés rivales qui tentent de mettre au point des équipements compatibles avec les siens.

La Commission a communiqué ses griefs à IBM, qui couvre plus de 60 % du marché européen des ordinateurs. Théoriquement, la firme a deux mois pour répondre mais cette période peut être prolongée.

Si sa réponse ne donne pas satisfaction à la Commission, la firme pourrait être condamnée à payer une amende, mais elle aurait le droit de contester la décision de la Commission devant la Cour européenne de Justice.

Pêche

La politique commune est toujours à la dérive

A l'issue des trois jours de négociations qui ont eu lieu à Bruxelles avant Noël, les ministres de la Communauté chargés de la pêche n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur la mise en place d'une politique commune avant le 1^{er} janvier 1981.

Au départ, les ministres avaient espéré aboutir à un accord, mais ils ont abandonné tout espoir lorsque le point concernant l'accès aux zones de pêche, c'est-à-dire le droit pour les pêcheurs d'exercer leurs activités dans les eaux territoriales d'un Etat membre, a révélé la persistance de vieilles oppositions.

La proposition de compromis visant à prolonger pour dix ans, à partir de janvier 1983, les accords provisoires existants a été jugée inacceptable par la France. Elle prévoyait le maintien de zones nationales de pêche de 6 à 12 milles au large des côtes, mais aussi de nouvelles négociations portant sur les « droits historiques » qu'invoquent tous ceux qui pêchent depuis longtemps à l'intérieur de ces limites.

Les ministres vont reprendre l'examen de cette question ainsi que le dossier concernant la répartition des prises des différentes espèces de poissons entre les flottes nationales. Ils vont également devoir décider de la prorogation des mesures de conservation des espèces, ainsi que de la réorganisation du marché des produits de la pêche et des aides financières à accorder aux pêcheurs pour la modernisation et l'achat de leurs bateaux.

Régions

M. Giolitti demande l'accroissement de la dotation du FEDER

Les objectifs de la politique régionale de la Communauté ont plutôt un caractère économique que social. Mais, selon M. Giolitti, commissaire responsable de la politique régionale dont le mandat vient

d'être prolongé pour quatre ans, la politique régionale ne doit pas être considérée comme un simple instrument d'aide financière.

M. Giolitti a notamment souligné qu'il fallait rechercher des modèles de développement appropriés aux caractéristiques socio-économiques des régions les moins favorisées de la Communauté.

L'objectif prioritaire dégagé par M. Giolitti concerne les ressources financières de la politique régionale. En effet, il a demandé une augmentation des ressources du Fonds européen de développement régional qui sont déjà passées de 20 milliards de FB en 1977 à 48 milliards de FB en 1980, ainsi qu'une concentration de ces crédits dans les zones les plus défavorisées.

A ce sujet, M. Giolitti a demandé que le FEDER finance des programmes plutôt que des projets isolés, tout en encourageant la capacité d'initiative des entrepreneurs.

Selon M. Giolitti, la Communauté a pour tâche principale de corriger les effets « pervers » de la politique agricole commune. En bref, le problème est le suivant : les mécanismes européens d'interventions et de réglementation des prix ont contribué à creuser les écarts entre les régions les plus riches et les plus pauvres de la Communauté.

Agriculture Aides

La Commission européenne a débloqué récemment, sur les ressources du Fonds d'orientation agricole, un total de 4,7 milliards de FB destinés à la modernisation des exploitations et des industries liées à l'agriculture.

Sur ce montant, 3 milliards de FB seront versés au titre de la section générale du Fonds agricole. Les bénéficiaires en sont les agriculteurs de la Communauté des Neuf : ce n'est en effet que plus tard, dans le courant de l'année, que la Grèce commencera à tirer les premiers bénéfices de l'aide du Fonds.

Par ailleurs, 1,4 milliard de FB ont été spécialement attribués à l'Italie et aux régions méditerranéennes de France, pour les aider à mieux s'armer contre la concurrence accrue qui résultera de l'adhésion de la Grèce, puis de l'Espagne et du Portugal, à la Communauté.

D'autre part, un montant spécial de 284 millions de FB a été réservé aux régions les plus pauvres de l'Irlande occidentale.

EN BREF

**Finn Gundelach**

Finn Olav Gundelach, vice-président de la Commission européenne, responsable de l'agriculture et de la pêche depuis 1977, est mort subitement le 13 janvier dernier à Strasbourg, où il était venu assister à la session mensuelle du Parlement Européen.

La mort l'a emporté à l'âge de 55 ans.

C'était un travailleur acharné. Et, en lui rendant hommage, M. Gaston Thorn, président de la Commission a pu déclarer : « Il n'est pas exagéré de dire que Finn Gundelach a fait don de sa vie à la cause de la Communauté. »

Made in Britain

Pour la première fois depuis son entrée dans la Communauté européenne, le Royaume-Uni devrait enregistrer cette année un solde créditeur dans ses échanges avec ses partenaires. Cette performance, que les statistiques de 1980 confirmeront sans doute dès qu'elles auront été publiées, est due à la fois à une réduction des importations britanniques et à une augmentation des exportations, qu'il s'agisse des produits pétroliers ou non-pétroliers.

Commerce**Déséquilibre**

Le déficit commercial de la Communauté européenne a atteint au cours du premier semestre 1980 le total impressionnant de plus de 1.000 milliards de FB, alors qu'au cours des six mois correspondants de 1979 il n'avait été « que » de 325 milliards de FB. En d'autres termes, le déficit du premier semestre 1980 a été supérieur au déficit total de l'année 1979.

Ces résultats consternants sont dus pour une très large part à l'augmentation des cours du pétrole mais une diminution du volume des exportations au cours des mois de mai et juin y a également contribué. Si, en valeur, les exportations ont augmenté de 19 %, les importations ont hélas fait un bond de 35,6 %

Economie**De plus en plus mal...**

La dernière étude concernant la situation économique dans la Communauté européenne, arrêtée au mois de septembre 1980, n'apporte rien de très original : l'activité économique a continué à décliner et il fallait s'attendre, pour le troisième trimestre 1980, à une diminution du produit intérieur brut.

Le taux de chômage a augmenté rapidement : il atteignait fin novembre 6,9 % soit 7,6 millions de sans-emplois. Quant à l'inflation, elle donnait des signes d'accélération.

Le déficit du commerce extérieur de la Communauté demeurait important et sous l'effet des tendances mondiales, les taux d'intérêt étaient en hausse.

L'indice de la production industrielle était en baisse de 1,2 % en septembre, confirmant le déclin de production enregistré depuis avril 1980.

Tiers monde**Communauté et aide au développement**

En 1980, la Communauté européenne a accordé aux pays du Tiers Monde non associés des aides totalisant 4,2 milliards de FB. Par « non associés », il faut entendre les pays qui ne sont liés à la Communauté par aucun accord instituant des relations privilégiées comme c'est le cas, par exemple, de la Convention de Lomé.

En l'occurrence, l'aide de la Communauté s'est exercée soit indirectement sous forme de subventions à huit organisations internationales, soit directement sous forme de dons dont les bénéficiaires ont été 17 pays d'Asie et d'Amérique latine. Il s'agit de l'Inde, du Bangladesh, du Pakistan, de Sri-Lanka, de l'Indonésie, des Philippines, de la Thaïlande, du Népal, d'Haïti, du Honduras, du Nicaragua et des pays du Groupe andin.

L'aide a porté principalement sur des projets de développement rural susceptibles de contribuer à l'autosuffisance alimentaire des pays intéressés, et sur des projets concernant l'énergie solaire, la recherche agronomique, l'irrigation et la planification rurale.

Le budget réservé aux pays non associés pour 1980 totalisait 56 milliards de FB. Les quelque 1,4 milliards de FB non encore dépensés seront engagés au cours des prochains mois.

La nouvelle convention de Lomé en vigueur

La seconde Convention de Lomé, qui lie la Communauté européenne à 61 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (pays ACP), est entrée officiellement en vigueur le 1^{er} janvier 1981. Signée en 1975, la première convention était venue à expiration en mars dernier mais certaines des dispositions de « Lomé II » étaient déjà appliquées par anticipation.

La nouvelle convention permet à 99,5 % des produits des ACP d'accéder au marché européen en franchise de droits de douane. Ce qui reste — produits agricoles dans la plupart des cas — bénéficie de tarifs préférentiels. C'était d'ailleurs déjà le cas, dans une large mesure, aux termes de la première convention.

Par ailleurs, la Communauté a réservé un montant d'environ 22 milliards de FB pour une durée de cinq ans au « Stabex », le système de stabilisation des recettes d'exportation dont peuvent bénéficier les pays ACP victimes de circonstances imprévisibles, catastrophes naturelles, effondrement des cours internationaux, etc. qui affectent gravement leur capacité exportatrice. Au titre de la première Convention de Lomé, le « Stabex » était doté de 15,5 milliards de FB.

Au total, le Fonds européen de développement, qui concourt à l'amélioration des infrastructures économiques des pays ACP, a vu ses ressources passer de 121 milliards de FB à 183 milliards de FB (y compris la dotation Stabex). En outre, la Banque européenne d'investissement accordera aux pays ACP des prêts avec bonification d'intérêt d'une valeur de près de 28 milliards de FB.

LA VIE DE LA COMMUNAUTÉ

Elargissement

Ce que la Grèce représente pour les Européens

Comme prévu, la Grèce est devenue le 1^{er} janvier 1981, le dixième membre de la Communauté européenne. Chez les neuf autres, cependant, l'événement ne semble pas avoir impressionné l'opinion publique. C'est ce qui ressort d'un sondage effectué en octobre dernier pour le compte de la Commission.

Ceux qui estimaient que la présence hellénique n'aurait guère d'impact sur la Communauté et ceux qui n'avaient pas d'opinion bien définie totalisaient plus de la moitié des personnes interrogées.

Cependant, chez ceux qui exprimaient une opinion, la tendance positive dominait, particulièrement en Italie, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Irlande. Les Britanniques, les Français et les Danois étaient les plus réservés.

Quant aux Grecs eux-mêmes, ils estimaient dans la proportion de 38 % que l'adhésion de leur pays à la Communauté serait pour eux une bonne chose. 21 % d'entre eux étaient d'un avis contraire et 41 % n'avaient pas d'opinion bien définie — ou pas d'opinion du tout.

Pour l'essentiel, les Grecs estimaient que l'adhésion à la Communauté aurait des effets positifs sur le tourisme, l'agriculture et les échanges de leur pays avec les autres membres.

Industrie

Sidérurgie : un rayon de soleil

En dépit de la crise, les investissements dans la sidérurgie européenne ont cessé de décliner en 1979 pour la première fois depuis cinq ans, révèle une étude récente.

Les investissements sidérurgiques se sont chiffrés cette année-là à 81 milliards de FB, soit sensiblement le même total qu'en 1978. Cette stabilisation est due à l'amélioration du chiffre d'affaires des sociétés sidérurgiques et à l'exécution de grands programmes de restructuration.

Institutions

La comptabilité communautaire passée au crible

La Cour des comptes de la Communauté européenne a critiqué sans ménagement, dans son rapport annuel, les méthodes comptables utilisées en 1979 dans les institutions communautaires.

C'est ainsi que l'on peut lire dans ce document : « La Cour n'a pas été en mesure de s'assurer que le bilan financier des Communautés à la date du 31 décembre 1979 reflète d'une manière adéquate les avoirs et les obligations existant à cette date, ainsi que l'exige le règlement financier en la matière. »

La Cour demande donc que les documents financiers soient accompagnés d'une explication des principes comptables employés et que, d'autre part, des comptes consolidés sommaires lui soient présentés.

Le rapport de la Cour confirme que le nombre des fraudes touchant la politique agricole commune est en diminution. On en avait compté 226 en 1976 mais seulement 116 en 1979. Les amendes infligées totalisaient quelque 81 millions de FB, dont la moitié a été recouvrée.

Des critiques sont également adressées en ce qui concerne divers aspects de l'aide alimentaire accordée par la Communauté au Tiers Monde : c'est ainsi qu'une firme, qui s'était signalée par des livraisons « de qualité douteuse », a continué de se voir octroyer des contrats par la Communauté.

Inversement, la Cour a félicité la Commission européenne pour la rapidité avec laquelle elle a mis en œuvre les contrats et les programmes d'aide d'urgence.

Les Pays-Bas veulent accroître l'aide alimentaire

Les Pays-Bas, qui assument la présidence de la Communauté européenne pendant le premier semestre 1981, ont l'intention de proposer une augmentation substantielle de l'aide alimentaire aux pays en voie de développement.

Le gouvernement de La Haye a par ailleurs exhorté les autres pays de la Communauté à consacrer à l'aide au développement 0,7 % de leur produit intérieur brut pour se conformer à l'objectif fixé par les Nations-Unies.

« La Commission a perdu un de ses plus éminents membres, un ami, un grand homme ». Gaston Thorn, président de la Commission européenne, à l'annonce du décès de Finn Olav Gundelach vice-président de la Commission chargé de l'agriculture.

« Notre action doit être basée sur ce qu'est la réalité, sans tenir compte des rêves politiques de l'un ou de l'autre » Finn Olav Gundelach.

« Ce que disent les parlementaires européens ne me concerne pas » Raymond Barre.

« Notre assemblée doit se poser la question de savoir s'il est raisonnable de s'installer dans un pays dont le gouvernement n'exprime aucun intérêt à son égard ». Membres socialistes allemands du Parlement européen à Strasbourg.

« Le refus français est définitif. Nous considérons toujours le budget des communautés adopté en décembre par l'Assemblée européenne comme illégal. » Pierre Bernard-Raymond, le secrétaire d'Etat français aux Affaires européennes.

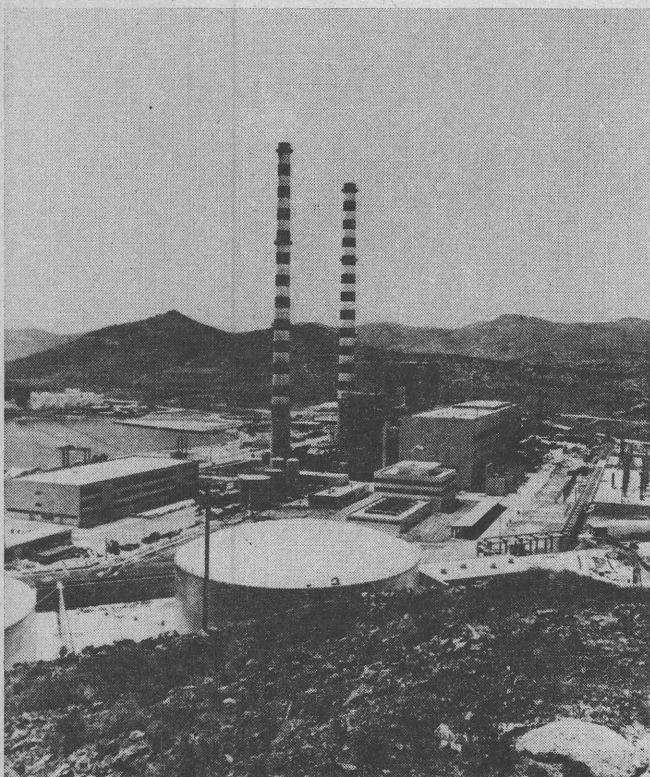
« Le budget supplémentaire pour 1980 et le budget pour 1981 ont une existence légale et sont de ce fait exécutoires ». M. Gaston Thorn, président de la Commission européenne.



« Le coût de la politique agricole commune a été de 18 francs par habitant et par mois en 1979, et de 20 francs en 1980 : ce n'est pas payer cher pour avoir la sécurité alimentaire ». Michel Sordel, membre de l'assemblée nationale française.

« Je suis convaincu que le Royaume-Uni ne pourra tirer pleinement parti de son potentiel qu'en tant que membre de la Communauté européenne. » Lord Carrington, ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni. « Si elle se retirait du Marché commun, la Grande-Bretagne se retrouverait à l'état de terrain vague industriel. » John Raisman, président de Shell Royaume-Uni.

Les perspectives des relations économiques entre la Belgique et la Grèce



IMPORTATIONS BELGES EN GRECE (en milles de FB)

1961 = 1.461.886	1971 = 3.305.193
1962 = 1.464.969	1972 = 4.430.427
1963 = 1.702.518	1973 = 6.006.242
1964 = 1.945.239	1974 = 5.467.170
1965 = 2.443.278	1975 = 6.857.207
1966 = 2.201.879	1976 = 6.776.703
1967 = 2.310.066	1977 = 7.064.184
1968 = 2.209.166	1978 = 6.912.307
1969 = 2.511.969	1979 = 8.183.794
1970 = 3.192.478	

EXPORTATIONS GRECQUES VERS LA BELGIQUE (en mille de FB)

1961 = 113.695	1971 = 1.253.546
1962 = 126.102	1972 = 1.174.022
1963 = 195.951	1973 = 1.909.528
1964 = 265.259	1974 = 2.249.619
1965 = 340.178	1975 = 2.041.162
1966 = 402.444	1976 = 2.530.261
1967 = 712.128	1977 = 2.334.888
1968 = 820.058	1978 = 2.360.347
1969 = 1.006.217	1979 = 3.120.687
1970 = 1.322.522	

1. Généralités

L'adhésion de la Grèce à la Communauté européenne offre des perspectives de développement des relations entre la Belgique et ce pays méditerranéen.

En effet l'expansion récente de l'économie grecque se caractérise par de hauts rythmes de progression. Selon les estimations du Ministère de la Coordination de Grèce, la croissance du PIB s'est situé en moyenne aux alentours de 7 % par an pour la période qui s'étend

de 1960 à 1979. Ainsi que nous l'exposons dans une fiche précédente, la répartition du *Produit intérieur brut* était la suivante :

agriculture 18,7 %
industrie 30,6 %
services 50,7 %

Ces dernières années, l'agriculture a pris du retard par rapport à l'essor de la production industrielle, quoiqu'elle emploie 28,8 % de la population active. Les exploitations agricoles sont petites et très morcelées.

L'industrie, qui occupe 30,3 % de la population active, se caractérise par une prédominance de petites entreprises comptant moins de 10 ouvriers.

Depuis 1966, la part des entreprises manufacturières dans la formation du PIB, a fortement augmenté.

II. Le commerce extérieur avec l'U.E.B.L.

Parallèlement au développement de la production interne, on observe aussi un accroissement du *commerce extérieur*, qui représente en 1979, 10,3 % du PIB.

En 1979, les exportations grecques totales se sont élevées à environ 120 milliards de FB, dont près de 50 % à destination des pays de la C.E.

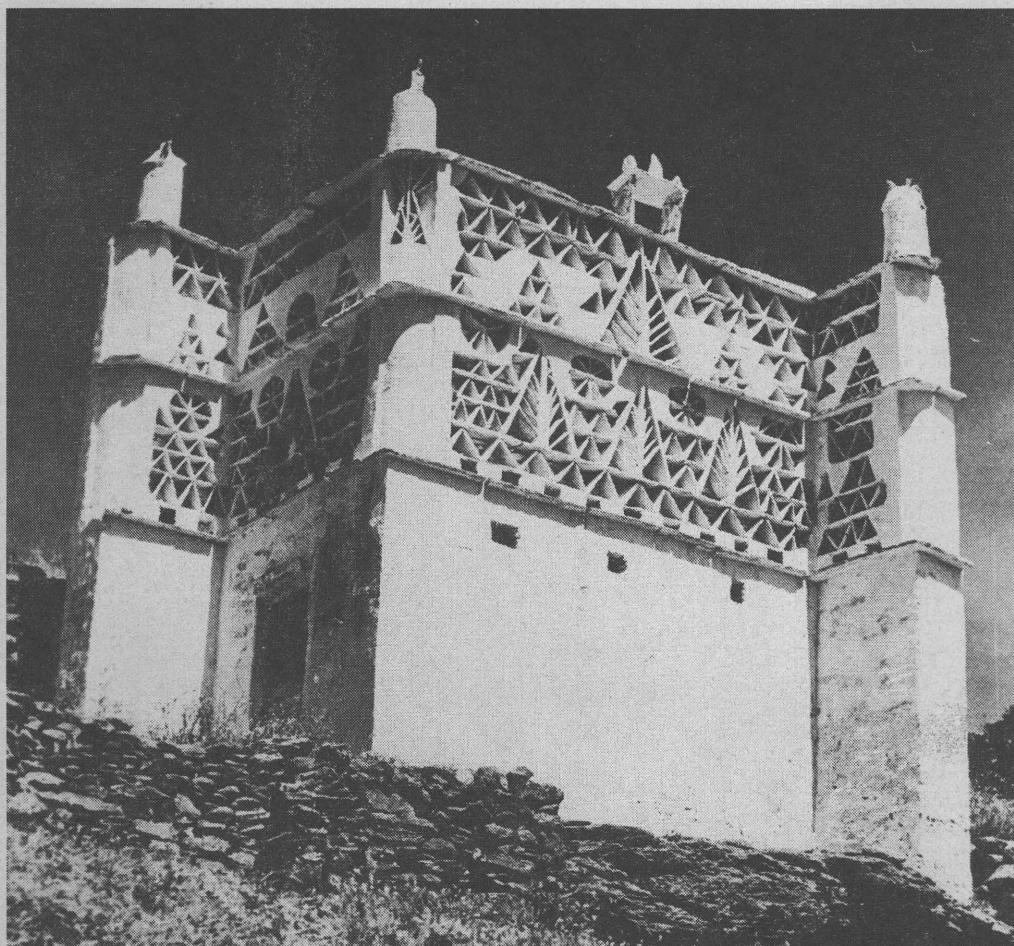
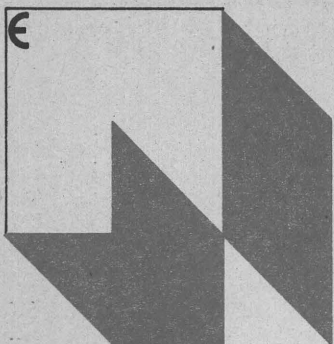
Les importations ont atteint environ 260 milliards dont 46 % en provenance des pays de la C.E.

En 1979, l'Union économique belgo-luxembourgeoise occupe la 11ème place parmi les pays fournisseurs de la Grèce et la 11ème place parmi les pays importateur de produits grecs.

Ceci est le résultat d'un élargissement notable des relations commerciales entre l'UEBL et la Grèce. Ainsi qu'on peut le constater à la lecture des tableaux ci-dessus. Les principaux pays fournisseurs de la Grèce sont l'Allemagne Fédérale, l'Italie, la France, l'Arabie Saoudite. Les Pays-Bas sont le 8ème fournisseur.

Les principaux clients de la Grèce sont l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas et la France. Cette fois, les Pays-Bas occupent la 3e place, ce qui indique ce que peut un pays occidental comparable au nôtre.

Malgré cette évolution favorable, la Grèce n'absorbe que 0,5 % de



nos exportations et nous fournit à peine 0,2 % de nos importations.

Notre balance commerciale avec la Grèce se solde depuis plusieurs années par un crédit net qui s'élevait en 1979 à environ cinq milliards de francs belges.

a) Principales importations belges

Une analyse détaillée de la balance commerciale belge permet de constater que la Belgique importe principalement des minerais de métaux communs, des produits textiles, des vêtements, d'autres produits industriels et des produits agricoles.

La place des produits agricoles dans la composition des exportations grecques vers la Belgique s'est modifiée au cours des dernières années; les recettes provenant de l'exportation de *produits industriels* et minéraux représentent une part croissante du total des recettes liées aux exportations (55 % du total en 1979 alors qu'elles étaient négligeables en 1962).

En ce qui concerne les *produits alimentaires*, les importations belges en provenance de Grèce sont peu importantes mais concernent des secteurs sensibles : légumes surtout en préparations ou en conserves et fruits aussi bien frais qu'en préparations ou conserves. La Belgique importe aussi du vin et des tabacs bruts.

Exportations grecques vers la Belgique (1979) (en 1.000 FB)

Produits agricoles	672.134 FB	21 %
Produits minéraux - minerais	1.006.722 FB	32 %
dont carburants 460.915 de FB.		
Produits industriels	549.549 FB	18 %
Textiles	883.826 FB.	28 %
Autres produits	8.456 FB.	1 %
	3.120.687 FB.	

En ce qui concerne les *textiles*, ils sont représentés pour moitié par des fils de coton.

b) Principales exportations belges

Les exportations belges révèlent une structure assez traditionnelle : produits manufacturés en fer, en acier et en cuivre, machines spécialisées, véhicules routiers.

En 1979, plus du tiers des exportations belges en Grèce consistait en biens d'équipements nécessaires au développement industriel du pays, viennent ensuite les matières premières et les produits de consommation.

Un secteur nouveau se développe rapidement : les produits chimiques, essentiellement des produits médicaux et de produits de polymérisation.

Dans le domaine alimentaire la Belgique exporte surtout de la viande et des préparations à base de viande, de l'orge non mondée; des préparations à base de céréales, du lait et de la crème, soit un ensemble de denrées qui indiquent le caractère complémentaire de l'agriculture belge et de l'agriculture grecque.

c) Les investissements belges en Grèce

La Grèce offre des conditions particulièrement favorables aux investissements étrangers; la Belgique a relativement peu tiré parti de cette situation.

L'Etat grec a approuvé des investissements belges en Grèce pour un montant total de 11 millions de dollars.

La société Grever-Temestegal (fabrifications métalliques) vient en tête des investissements belges avec 2.5 millions de dollars environ.

Les autres secteurs industriels ayant effectué des investissements en Grèce, sont les fibres de coton, la fabrication de planches et du bois, les peintures, les carburants, le ciment, les matériaux de construction, les câbles de cuivre et d'aluminium, les produits d'acier et de constructions métalliques, les machines agricoles, l'outillage industriel.

La position de la Belgique en ce qui concerne les investissements directs en Grèce est plutôt modeste. Par contre, on observe qu'un nombre important de grandes entreprises européennes sont installées en Grèce, par exemple Pechiney (aluminium), Rhône-Poulenc, Hoechst et l'Air liquide (produits chimiques), Unilever (produits alimentaires), Philips, Siemens, A.E.G.-Telefunken (produits électriques), Pirelli (pneus), Henniger, Amstel (boissons), Hudson et I.C.I. (textiles)...

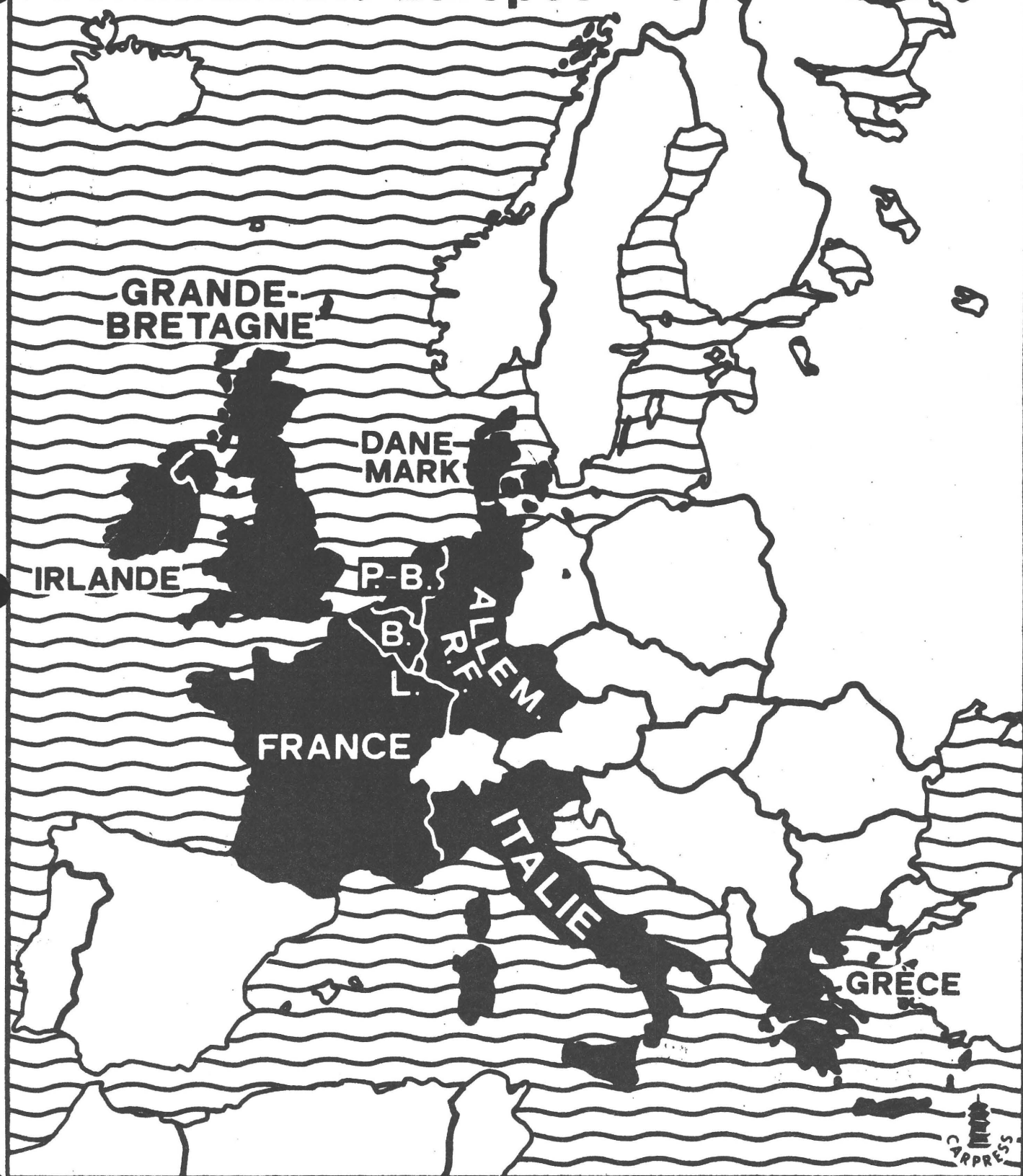
Les sociétés étrangères installées en Grèce emploient aujourd'hui 2.500 personnes.

III. Les perspectives de développement des exportations belges

L'adhésion de la Grèce à la CEE qui s'est accompagnée de l'ouverture de nos frontières réciproques offre d'heureuses perspectives pour l'économie belge. Jusqu'à présent, les échanges belges avec la Grèce se soldent au bénéfice de la Belgique et il semble qu'une intensification de ces échanges permettra à l'Union économique belgo-luxembourgeoise d'accroître encore son boni commercial.

En effet, jusqu'à présent le marché belge a été relativement ouvert aux produits grecs mais l'inverse n'est pas aussi vrai. De nombreuses barrières aux importations ont été établies par les autorités grecques de manière à limiter l'ampleur du

Communauté Européenne



La Commission européenne, sous la présidence de M. Gaston Thorn, a pris ses fonctions le 6 janvier.

Elle compte, après le décès inopiné de F.O. Gundelacht, 7 nouveaux membres: Frans Andriessen, Poul Dalsager, Georges Kontogeorgis, Karl-Heinz Narjes, Michael O'Kennedy, Ivor Seward Richard et Gaston Thorn.

Huit membres faisaient déjà partie de la Commission: Claude Cheysson (membre de la Commission depuis 1973), Etienne Davignon (membre depuis 1977), Antonio Giolitti (membre depuis 1977), Finn Olav Gundelach (membre depuis 1973, décédé le 13 janvier 1981), Wilhelm Haferkamp (membre depuis 1967), Lorenzo Natali (membre depuis 1976), François-Xavier Ortoli (membre depuis 1973) et Christopher Samuel Tugendhat (membre depuis 1977).

Age moyen de la nouvelle Commission: 54 ans.



GASTON EDMOND THORN

**Secrétaire général
Service juridique
Groupe du Porte-parole
Bureau de Sécurité
Secteur culturel**

Né le 3 septembre 1928 à Luxembourg.

Depuis 1959, député du parti démocratique (libéral).

1959-1969, membre du Parlement européen.

1961-1980, président du parti démocratique luxembourgeois.

1968-1979, Ministre des Affaires étrangères puis Président du gouvernement.

1976-1980, Président du LDE.

1979-1980, Vice-président du gouvernement.



FRANS ANDRIESSEN

**Relations avec le Parlement européen
Concurrence**

Né le 2 avril 1929 à Utrecht. Néerlandais.

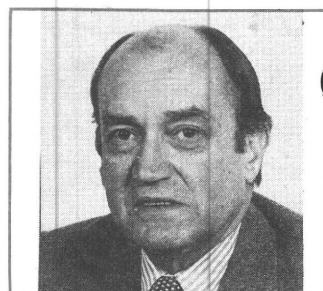
De 1954 à 1972, exerce diverses fonctions au Katholiek Instituut voor Volkshuiving.

Membre des Etats provinciaux d'Utrecht (1958-1967).

Membre de la deuxième Chambre des Etats généraux (1967-1977).

Ministre des Finances (1977-1979).

1980, membre de la première Chambre des Etats généraux.



CLAUDE CHEYSSON

Développement

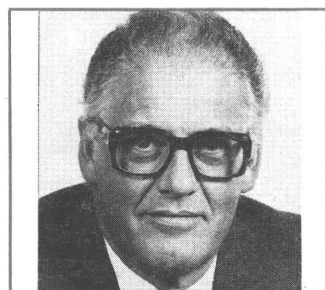
Né le 13 avril 1920 à Paris. Français.

Longtemps haut fonctionnaire, notamment au Vietnam et en Afrique.

1966 à 1970, Ambassadeur de France en Indonésie.

1973-1977, membre de la Commission chargé de la politique du développement et de la coopération, des budgets et du contrôle financier.

1977-1981: membre de la Commission chargé de la politique du développement. Un des principaux initiateurs des Conventions de Lomé et de la politique méditerranéenne européenne.



WILHELM HAFERKAMP

Relations extérieures y compris secteur nucléaire

Né le 1 juillet 1923 à Duisburg. Allemand.

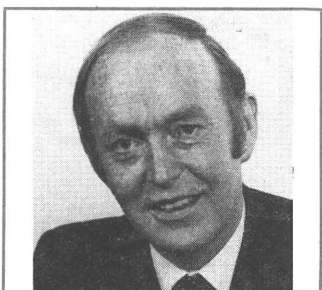
Carrière au sein du syndicalisme allemand (DGB).

1967 à 1970, membre de la Commission, chargé de l'énergie.

1970-1973, Vice-président de la Commission, chargé de l'énergie, du marché intérieur et du rapprochement des législations.

1973-1977, Vice-président de la Commission, chargé des affaires économiques et financières, du crédit et des investissements.

1977-1981, Vice-président de la Commission, chargé des relations extérieures.



MICHAEL O'KENNEDY

**Délégué du Président
Personnel et administration
Office des statistiques
Office des publications**

Né le 21 février 1936 à Nanegh-Tipperary. Irlandais.

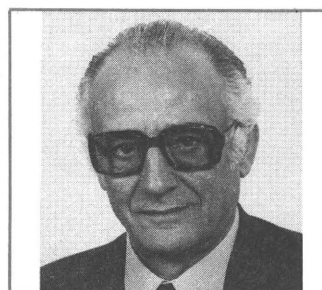
Elu au Sénat en 1965.

Elu au Dail en 1969.

1973, Ministre des transports et de l'énergie.

1977-1979, Ministre des Affaires Etrangères.

1979-1980, Ministre des finances.



GEORGES KONTOGEORGIS

**Transports
Pêche (depuis le décès de M. Gundelach)**

Né le 21 novembre 1912. Grec.

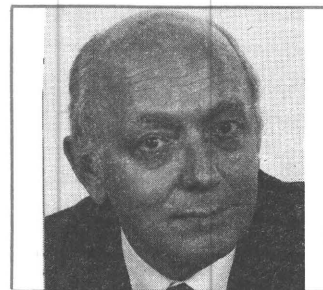
1941 à 1967, haut fonctionnaire au ministère du Commerce.

Démissionné pendant la dictature (1967 - 1974).

1974-1977, Secrétaire d'Etat à la Coordination et au Plan.

1977: député du Parti de la Nouvelle Démocratie.

1977-1980, Ministre pour les relations avec les Communautés Européennes.



KARL-HEINZ NARJES

**Marché intérieur et Innovation industrielle
Service de l'Union douanière
Environnement, protection des consommateurs
Sécurité nucléaire**

Né le 30 janvier 1924 à Soltau. Allemand.

1955, attaché aux Affaires intérieures.

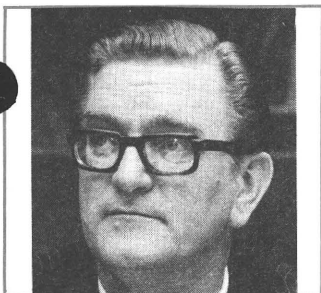
1956, Vice-consul.

1963, chef de cabinet de M. Hallstein, président de la Commission CEE.

1969-1973, Ministre de l'économie et du commerce du Land de Schleswig-Holstein.

Depuis 1962, membre du Bundestag (parlement allemand).

ssion Européenne



POUL DALSAGER

Agriculture (sauf la pêche)

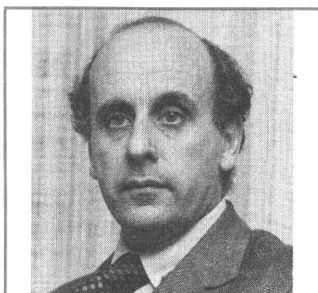
Né le 5 mars 1929. Danois. Membre social-démocrate du Parlement danois depuis 1964.

De 1971 à 1973, président du Comité de Relations avec le Marché Commun.

De 1973 à 1974, Vice-président du Parlement européen.

Depuis 1973, membre de la Banque Centrale danoise.

Depuis janvier 1975, ministre de l'Agriculture et de la pêche.



**VICOMTE
ETIENNE DAVIGNON**

**Affaires industrielles
Energie
Agence d'approvisionnement
d'Euratom
Recherche et Science
Centre Commun de Recherche**

Né à Budapest le 4 octobre 1932.

Accède à la carrière diplomatique en 1959.

De 1977 à 1981, membre de la Commission chargé du Marché intérieur et des affaires industrielles ainsi que de l'Union douanière. Depuis octobre 1980, responsable de l'énergie au sein de la Commission (après le départ de M. Brunner).



ANTONIO GIOLITTI

**Politique régionale
Coordination des Fonds communautaires**

Né à Rome le 12 février 1915. Italien.

Elu député sur la liste PCI en 1945; en 1957 entre au parti socialiste italien (PSI).

Ministre du Budget et de la Programmation économique en 1964, 1970-1972 et 1973-1974.

1977-1981: membre de la Commission européenne chargé de la coordination des Fonds communautaires et de la politique régionale.



† FINN OLAV GUNDELACH

**Agriculture
Pêche (pour une période transitoire)**

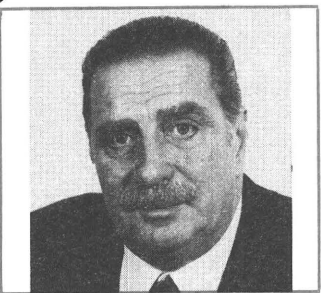
Né le 23 avril 1925 à Vejle. Danois.

Décédé le 13 janvier 1981 à Strasbourg au lendemain de sa prestation de serment devant la Cour de Justice.

1967-1972, Ambassadeur, chef de la mission du Danemark auprès des CE.

1973-1977, membre de la Commission, chargé du marché intérieur et de l'Union douanière.

1977-1981, Vice-président de la Commission, chargé de l'agriculture et de la pêche.



LORENZO NATALI

**Politique globale méditerranéenne
Elargissement
Information**

Né à Florence en 1922. Italien.

Député démocrate-chrétien pour la circonscription des Abruzzes pendant 7 législatures successives.

Nombreuses responsabilités ministérielles.

1977-1981, Vice-président de la Commission, chargé des problèmes de l'adhésion, de la protection de l'environnement, de la sécurité nucléaire et des relations avec le Parlement européen.



**FRANÇOIS-XAVIER
ORTOLI**

**Affaires économiques et financières
Crédit et investissement**

Né le 16 février 1925 à Ajaccio. Français.

1951-1967, carrière de haut fonctionnaire.

1967-1972, occupe des ministères dont l'Economie et les Finances.

1973-1976, Président de la Commission.

1977-1981, Vice-président de la Commission, chargé des affaires économiques et financières.



**IVOR SEWARD
RICHARD**

**Emploi et affaires sociales
Conférence tripartite
Education et formation professionnelle**

Né en 1932. Britannique.

1964-1974, membre travailliste du Parlement.

1969-1970, Secrétaire d'Etat au ministère de la défense.

1974-1979, représentant permanent du Royaume-Uni aux Nations Unies.

Depuis 1979, activités au barreau.



**CHRISTOPHER SAMUEL
TUGENDHAT**

**Budget et contrôle financier
Institutions financières
Fiscalité**

Né le 23 février 1937 à Londres. Britannique.

1960-1970, éditorialiste au Financial Times.

1970-1976, membre conservateur du Parlement.

Plusieurs hautes fonctions dans le monde des affaires.

1977-1981, membre de la Commission, chargé du budget, du contrôle financier, des institutions financières, du personnel et de l'administration.

PARLEMENT
434 membres

**COUR
DE JUSTICE**
10 juges

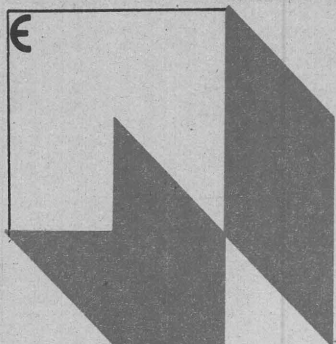
Comité
consultatif
C.E.C.A.

Comité
économique
et social

COMMISSION
14 membres

CONSEIL
10 membres

Fonds Social
Fonds Européen de Développement
F.E.O.G.A.
Centre Commun de Recherche
Agence d'approvisionnement



déficit de leur balance commerciale; telles de nombreuses formalités, des dépôts et cautionnement, restrictions de crédit et autres licences et contingentements pour les produits non libéralisés ainsi que des taxes diverses...

En novembre 1979, le gouvernement grec décidait un renforcement des mesures restrictives sévères déjà existantes en matière d'importation : imposition de cautionnements de 75 % et d'une taxe de consommation additionnelle de 25 % frappant toute une série d'articles.

En avril 1980, ces lourdes mesures étaient remplacées par un système d'auto-limitation obligeant les importateurs de produits non essentiels à limiter leurs importations à 85 % de la valeur des importations réalisées en 1978. Compte tenu de l'inflation atteignant près de 25 % en 1979, cette décision mettait une nouvelle fois un frein brutal aux importations.

Au premier janvier 1981, le système d'autolimitation a cessé d'exister et la réglementation de la CEE contraint les autorités grecques à des assouplissements de plus en plus importants des mesures restrictives. Au surplus les droits de douane pour les produits industriels en provenance de la Communauté sont progressivement abolis à partir du premier janvier 1981, exception faite pour une liste de produits sensibles.

Au premier janvier 1986, on pourra pleinement mesurer l'effet dynamique de l'abolition des mesures restrictives.

Selon des études élaborées par l'Office belge du commerce extérieur les débouchés belges pourraient s'accroître dans plusieurs domaines : viande et produits à base de viande, machines spécialisées pour la construction, textile et agriculture, verres à vitre et emballages en verre et produits chimiques.

Parmi ces différents secteurs, les produits chimiques connaîtront probablement la plus forte expansion : il existerait en Grèce une forte demande potentielle pour les matières premières destinées à l'industrie plastique (notamment pour le polyéthylène), les engrais artificiels, les produits pharmaceutiques et les produits de peinture, en provenance de Belgique.

Les possibilités d'exportations par la voie d'une coopération financière et technique avec des firmes grecques paraissent importantes mais on peut se demander dans quelle mesure l'UEBL saura en profiter. Des contacts pris avec le secteur privé semblent indiquer que le marché grec n'a pas encore fait l'objet de prospect; on ne systématise ni dans le domaine des biens de consommation, ni dans celui des biens d'investissement.



En fait, les moyens dont dispose la Belgique pour pénétrer ce marché doivent être adaptés au fait qu'une grande partie des entreprises grecques se compose de petites et moyennes entreprises et que le contact personnel direct y est préféré à tout autre contact.

La participation à des journées de contact, à des foires professionnelles spécialisées, la prospection directe mais surtout la rencontre d'un agent commercial sur place constituent l'essentiel de ces moyens.

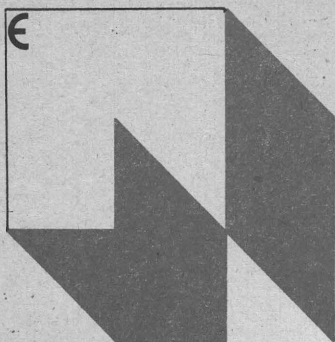
M. Van Hoyer, prospecteur commercial à l'Ambassade de Belgique à Athènes (1), déplore l'absence

systématique des entreprises belges aux foirés spécialisées organisées en Grèce.

« La position modérée de la Belgique dans ses exportations vers la Grèce est à imputer, en grande partie, à l'ignorance des possibilités de production de la Belgique dans différents secteurs. Une prise en considération plus systématique de la diffusion d'informations du côté belge, incluant entre autres la participation à des foires commerciales, est un facteur susceptible de contribuer dans une large mesure, à l'accroissement du volume des exportations belges vers la Grèce. »

Il semble aussi que les difficultés belges d'exportation proviennent du fait que les prix de vente sont trop élevés. Cet inconvénient est particulièrement ressenti dans le secteur des métaux et des textiles, exception faite du textile d'ameublement et du textile technique. En outre, les conditions de paiement seraient trop peu souples : nous exigerions un crédit confirmé alors que les concurrents allemands et néerlandais accordent des crédits de 180 jours.

Malgré ces difficultés, il apparaît qu'une prospection plus systématique du marché grec pourrait apporter des débouchés, beaucoup plus importants aux industries belges.



IV. L'économie belge face à la concurrence grecque

Si l'adhésion de la Grèce a peu préoccupé les milieux agricoles, industriels et commerciaux belges, c'est parce que l'économie belge ne craint pas la concurrence de ce pays. Les entreprises industrielles grecques sont en général de petite taille : pour être compétitives sur le marché européen, elles devraient se restructurer. En 1979, 98 % d'entre elles occupaient moins de 30 personnes.

Leurs productions ont été essentiellement axées sur le marché local. Toutefois une nouvelle orientation se dessine : le gouvernement grec a annoncé une politique d'exportation plus dynamique. Dans cette perspective, un office des chambres de commerce et de l'industrie hellénique a été installé à Bruxelles.

Le secteur du textile et de la confection belge risque toutefois d'être fortement touché : malgré l'instauration de la TVA, les prix de revient des textiles grecs seront beaucoup plus bas et leur qualité est acceptée sur le marché.

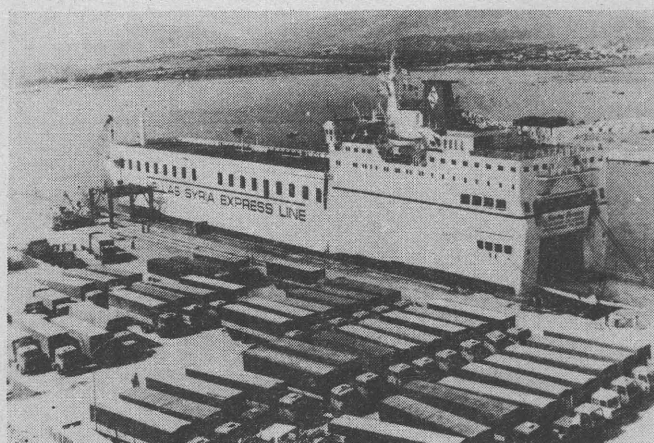
On s'attend aussi à une importation accrue de tomates et de pêches et de produits dérivés. Dans ce domaine, des garanties sont prévues dans le traité d'adhésion : la période transitoire est prolongée jusqu'au premier janvier 1988.

Dans l'ensemble, l'impact de la concurrence grecque ne sera donc pas considérable.

V. L'impact éventuel de l'adhésion sur les investissements belges en Grèce

Jusqu'à présent l'adhésion n'a pas encore eu d'impact important sur les investissements belges en Grèce.

En matière d'implantation d'entreprises étrangères, la Grèce est tenue, dès son entrée, de supprimer toutes les restrictions à la liberté d'établissement et à la libre prestation de services pour les ressortissants des autres Etats membres ou les sociétés constituées selon le droit d'un Etat membre et ayant leur siège dans la Communauté (pour les bénéficiaires de la libre prestation de services, il y a une



condition supplémentaire à remplir : être établi auparavant à l'intérieur de la Communauté).

Les industriels belges devraient analyser dans quelle mesure ils pourront bénéficier sur place (de préférence en coopération avec des firmes locales) d'avantages comparatifs :

- un coût de la main-d'œuvre plus bas et une plus grande élasticité de l'offre;
- des ressources naturelles encore insuffisamment exploitées, notamment des réserves de lignite, de bauxite, de fer, de nickel, de chromite, de magnésite, d'amiante, de cuivre et d'uranium;
- un marché d'exploitation privilégié vers les pays arabes et tout le Moyen Orient. La situation géographique particulière de la Grèce et ses liens traditionnels avec les pays arabes contribuent à en faire une passerelle idéale entre l'Europe d'une part, le Moyen Orient et l'Afrique du Nord d'autre part. L'importance de cette situation s'accroît aujourd'hui où la crise du pétrole constitue un problème mondial énorme.

(Il est intéressant de noter que les exportations de la Grèce vers les pays arabes sont passées entre 1973 et 1977 de 66 millions à 533 millions de dollars).

De nombreuses firmes américaines et françaises ont compris cet avantage et ont accru leur participation dans des activités industrielles ou commerciales.

Les investissements de capitaux importants en Grèce pourraient être freinés jusqu'au 1er janvier 1986. En effet, jusqu'à cette date, le gouvernement hellénique pourra imposer des restrictions à leur rapatriement.

D'autre part, au cours de la période transitoire, la stabilisation de

la drachme sera un de ses objectifs prioritaires, ce qui pourrait amener des mesures restrictives aux exportations des bénéfices des investissements. Devant la difficulté croissante d'exporter, certaines entreprises métallurgiques belges ont créé des ateliers en Grèce, et d'autres s'orientent vers la conclusion d'accords de fabrication.

C'est évidemment la voie toute indiquée dans un pays neuf qui s'efforce d'attirer les investissements. Par une participation au développement industriel de l'intérieur, les entreprises étrangères récolteront un plus grand profit des perspectives d'expansion du marché intérieur. Etant sur place, elles pourront mieux s'adapter aux besoins de ce marché et des marchés des pays limitrophes.

La création de « joint ventures », de filiales communes avec d'autres entreprises de la Communauté, l'établissement de filiales sur place est certainement la solution la plus appropriée à cette stratégie.

En dehors des investissements en capitaux dans des affaires industrielles, il y a lieu de mentionner aussi les investissements dans les services et notamment dans le tourisme.

Celui-ci reste une des activités principales de la Grèce. Avec les transports et notamment les transports maritimes, il procure à la Grèce des rentrées de devises qui compensent partiellement le déficit de la balance commerciale.

Des possibilités de développement substantielles existent dans ce domaine et sont certainement trop peu exploitées à l'heure actuelle. Comme ce fut le cas, en Espagne, il y a une quinzaine d'années on peut s'attendre à une expansion des complexes de vacances et des investissements immobiliers dans la péninsule et dans les îles.

VI. L'influence de l'adhésion sur l'émigration et l'immigration

Le courant d'émigration de travailleurs grecs en Belgique a pris fin dès 1969 et n'est probablement pas susceptible de renaitre. Aujourd'hui la Belgique accueille environ 12.000 travailleurs dont la plupart sont des ouvriers non qualifiés.

Etant plus généreuse que d'autres pays de la Communauté, la Belgique paie déjà aux familles de ces travailleurs qui résident en Grèce des allocations familiales aux taux belges.

Septante belges seulement travaillaient en Grèce en 1979. Dans la mesure où les relations économiques vont s'intensifier, on peut prévoir que les entreprises belges enverront du personnel de cadre et des agents de vente sur place.

VII. Conclusion

Trop axée sur les dangers d'un élargissement global, l'économie belge semble avoir trop peu évalué les perspectives positives que peut offrir l'ouverture de la Grèce, petit pays aux portes de l'Afrique et du Moyen Orient.

Ces perspectives ne se situent pas seulement au niveau d'un marché intérieur appelé à un développement certain mais aussi au niveau des marchés d'exportation plus facile à prospecter et à alimenter à partir de ce pays.

Par des structures de collaboration appropriées, les industriels belges pourraient obtenir d'aussi bons résultats que leurs autres concurrents de la C.E.

(1) Colloque, journée d'information 26 novembre 1980 organisé par la Chambre de commerce de Bruxelles, l'association Belgique-Grèce, la Chambre de commerce belgo-hellénique : « La Grèce, un mois avant son entrée dans la C.E.E. »

ON EN PARLE

suite de la p. 1

Danois, donc originaire d'un pays où l'agriculture tient une place très importante, Finn Gundelach était toujours le premier à défendre les principes de base de la PAC. Il n'en était pas moins partisan d'une attitude prudente en matière d'augmentation des prix agricoles. Les augmentations peuvent en effet inciter les agriculteurs à produire encore plus d'excédents, ce sont donc les consommateurs qui se plaignent amèrement.

Cependant, une telle prudence ne pouvait, ne peut et ne pourra s'exercer dans le vide. Il lui faut le soutien de chaque membre du Conseil de ministres de la Communauté, qu'il représente ou non un pays doté d'un grand secteur agricole.

Car le problème de Gundelach lui survit. Ce n'est pas un simple problème sectoriel, en raison de l'importance capitale qu'elle revêt pour la solution de l'imbroglio budgétaire. Il reste à espérer que le successeur de Finn Gundelach bénéficiera de la coopération pleine et entière de tous les gouvernements de la Communauté.

CB : la bataille des ondes

Ces antennes qui poussent comme des champignons sur les toits des voitures et des camions traduisent d'une manière prosaïque une nouvelle mode qui fait actuellement fureur dans toute l'Europe : la « Citizen Band ».

Pour les centaines de milliers de conducteurs européens qui ont déjà équipé leurs véhicules de ces émetteurs-récepteurs et qui ont adopté un nom de code personnalisé, les heures passées sur les routes et dans les embouteillages paraissent désormais moins longues.

Véritable phénomène de société, la CB reflète l'engouement observé également pour les radios libres ou pirates mais surtout un authentique besoin de communiquer plus librement et en dehors des canaux autorisés.

Néanmoins, les utilisateurs de CB posent un certain nombre de problèmes techniques et juridiques aux autorités des Etats membres. Celles-ci se montrent hésitantes face à des empiètements qui menacent les

fréquences habituellement réservées aux ambulances, aux taxis, aux passionnés d'aéromodélisme ainsi qu'aux émetteurs de télévision.

En 1977, la Conférence européenne des postes et télécommunications (CEPT) indiquait qu'il était nécessaire d'harmoniser la réglementation technique concernant les appareils de CB, mais comme il ne s'agissait que d'une simple recommandation, des différences considérables continuent d'exister entre les législations des divers Etats membres.

La Commission européenne est en train d'étudier les différentes réglementations qui régissent l'utilisation de la CB. Le gouvernement français vient de proposer la légalisation de la Citizen Band, mais cette décision est assortie de certaines limitations : puissance maximale de 2 watts, largeur de bande limitée à 22 canaux et fréquence de 27Mhz.

Dans certains Etats membres, tous les types de radio CB sont légaux mais leurs utilisateurs sont tenus d'acquitter une redevance annuelle comme pour la télévision. Dans d'autres pays de la Communauté qui ne disposent d'aucune législation en ce domaine, une ordonnance de Justice est cependant nécessaire pour obtenir l'autorisation d'émettre.

Après l'examen des différentes réglementations actuelles, la Commission étudiera l'éventualité d'élaborer une proposition visant à harmoniser dans l'ensemble de la Communauté les normes et règlements relatifs à la CB.

Une législation communautaire permettrait d'élargir le marché de la CB, en empêchant les prix de grimper et en offrant aux amateurs un plus vaste choix d'appareils. Cette législation acquerrait un supplément d'intérêt en raison du fait que les cibistes se déplacent fréquemment d'un pays à l'autre.

L'Afrique aura faim en 1981

La Commission européenne se propose d'accélérer son programme d'aide alimentaire à l'Afrique, où la situation devient critique. C'est ce qu'a indiqué M. Richard Burke, membre de la Commission européenne, qui répondait aux questions posées par le Parlement européen au sujet d'une réunion d'urgence de la FAO, tenue récemment à Rome.

Au cours de cette réunion, les prévisions relatives au déficit alimentaire du Tiers Monde en général et de l'Afrique en particulier sont apparues particulièrement alarmantes. Le rapport de la FAO estime que le niveau des réserves aura diminué en 1981 d'environ 15 %. L'Afrique sera particulièrement touchée : l'an dernier, sa production agricole n'a aug-

menté que de 2 % tandis que sa population s'accroissait de 3 %.

En revanche, la situation s'est quelque peu améliorée en Extrême-Orient, en raison d'une augmentation de la production agricole. Mais la situation au Cambodge demeure inquiétante.

L'aide alimentaire dispensée par la Communauté au Tiers-Monde en 1980 représente une valeur de 23 milliards de FB. Il s'agissait de fournitures de céréales, de lait en poudre et de butteroil dont les principaux bénéficiaires ont été des pays d'Asie, d'Afrique et du Proche-Orient (en particulier l'Egypte).

POUR L'EGALITE DANS LE TRAVAIL

Un comité a été formé au niveau de la Communauté européenne pour rassembler les représentants des organisations chargées de veiller à l'application dans les différents pays membres des directives communautaires sur les droits professionnels de la femme.

Ce comité servira d'agent de liaison entre la Commission européenne et les organisations nationales, de manière à assurer une coordination à l'échelon communautaire des initiatives nationales et à faire des propositions en vue d'une action indépendante de la part de la Commission.



Aucun Etat membre de la Communauté européenne n'a encore appliqué pleinement une directive adoptée par les Etats en 1976 et qui avait pour but de garantir aux femmes l'égalité de traitement en ce qui concerne l'accès à l'emploi, la formation professionnelle, les promotions et les conditions matérielles de travail. Aussi la Commission européenne, tout en reconnaissant que des progrès ont été accomplis dans le sens souhaité, a-t-elle menacé de traduire les gouvernements coupables devant la Cour de Justice européenne.

L'EUROPE ET LES EUROPEENS

Les femmes et leur profession:

Air connu : donner une formation professionnelle à une femme, l'employer dans une entreprise, tout cela constitue une perte de temps et d'argent. En effet, les femmes ne demeurent jamais bien longtemps dans un emploi : au bout d'un certain temps, elles ont des enfants et elles démissionnent.

Ou bien, si elles gardent leur emploi, elles prennent perpétuellement des congés pour s'occuper de quelque moutard malade : on ne peut jamais compter sur elles. Quant aux femmes qui gravissent les échelons professionnels, elles sont le plus souvent tyranniques et pratiquent la discrimination à l'encontre des autres femmes qui sont sous leurs ordres.

Ces vieux clichés ne résistent guère à l'examen : pour la première fois, une enquête concernant l'emploi féminin dans l'ensemble de la Communauté européenne a été réalisée à la demande de la « Commission ad hoc » du Parlement européen sur les droits de la femme. Et les résultats de cette étude sont éloquentes.

Tout d'abord, on apprend que, sur les millions de femmes salariées que compte l'ancienne Communauté à neuf, plus de la moitié n'ont à aucun moment cessé de travailler de leur propre initiative. Les deux tiers d'entre elles sont mariées et près de la moitié ont des enfants de moins de 15 ans. Une femme salariée sur quatre travaille chez le même employeur depuis six ans ou davantage.

Quant aux femmes-patrons — elles sont d'ailleurs rares : moins d'un tiers du total — l'étude de la « Commission ad hoc » prouve qu'elles pratiquent souvent moins la discrimination envers leurs sœurs que ne le font les patrons masculins.

Certaines idées reçues résistent mieux à l'examen. Notamment celles qui concernent la répartition des tâches féminines : un tiers des femmes interrogées occupaient des emplois de bureau et un sixième des emplois de vendeuses. Venaient ensuite dans l'ordre les métiers de l'industrie, de l'éducation, de la santé publique et de l'esthétique. Un nombre non négligeable de femmes travaillent seules et une sur quatre exerce une activité à temps partiel.

Une forte majorité de ces femmes exerce des « métiers ordinaires » encore que 57 % des répondantes ont déclaré qu'il s'agit de fonctions comportant des responsabilités. Une femme sur six seulement qualifie son métier d'« administratif » ou de « directorial ».

La plupart ont quitté l'école assez tôt — 16 ans en moyenne — mais nettement

plus de la moitié des répondantes possèdent un diplôme d'éducation générale. Les plus jeunes ont généralement fait des études plus longues que leurs aînées. Leur satisfaction professionnelle est d'ailleurs fonction de la longueur de ces études. Il est caractéristique que les deux tiers des employées non qualifiées travaillent depuis l'âge de 16 ans. Les ouvrières d'usines sont les plus désenchantées en ce qui concerne leur formation professionnelle.

Comment les femmes perçoivent-elles la discrimination professionnelle dont elles font l'objet ? C'est là ce que l'enquête visait à savoir. La réponse est simple : la plupart des femmes ne perçoivent rien de tel. Et elles n'ont jamais entendu parler des efforts accomplis au plan de la Communauté européenne pour mettre fin à cette discrimination.

Explication (partielle) de ce résultat en apparence surprenant : peut-être le fait que de nombreuses femmes travaillent dans un environnement professionnel entièrement féminin. Celles qui ont à faire face à la concurrence masculine — c'est le cas de plus de 50 % d'entre elles — sont généralement plus conscientes d'une certaine discrimination.

Cependant, ce sentiment varie assez fortement selon les pays. C'est en Allemagne qu'il est le plus prononcé. Il est plus élevé que la moyenne européenne en Irlande, aux Pays-Bas et au Luxembourg, juste en dessous de cette moyenne en France et plus nettement inférieur au Danemark et en Belgique. Ce sont les femmes britanniques qui s'estiment (à tort ou à raison) les moins défavorisées.

Il reste que 4 millions d'Européenne — soit 13 % de la main-d'œuvre féminine — estiment avoir été victimes personnelle-

ment, d'une forme ou l'autre de discrimination, qu'il s'agisse du niveau des salaires, de l'accès à l'emploi, des promotions, de la formation professionnelle, etc. Elles pensent qu'elles ne constituent d'ailleurs pas l'exception : selon elles, la discrimination selon le sexe serait la règle générale. Un nombre égal de femmes (4 millions) sont d'accord avec ce jugement, bien qu'elles déclarent n'avoir pas été victime, pour leur part, d'une discrimination.

Ce sont les veuves et les divorcées qui s'estiment le plus lésées, ainsi que les ouvrières d'usines. Mais le plus grand nombre de femmes estiment que, dans l'ensemble, elles exercent un métier correspondant à leurs capacités. Celles qui éprouvent un sentiment de frustration sont généralement jeunes. Ce sentiment est surtout marqué chez celles qui, ayant lutté pour améliorer leurs qualifications professionnelles, estiment n'avoir pas recueilli le fruit de leurs efforts.

Le problème des chances de promotion est peut-être celui qui engendre le plus de ressentiment, surtout chez celles qui ont bénéficié de la formation professionnelle des adultes. La différence entre la réalité et les aspirations, écrivent les auteurs du rapport, est parfois la cause d'une véritable amertume.

Le veau aux hormones : si l'on s'occupait de lui...

Le « veau aux hormones » a fait couler pas mal d'encre l'an dernier et tout le monde s'est ému, non sans raison, des effets que cette méthode d'élevage peut avoir sur la santé humaine. On a beaucoup moins parlé d'un autre aspect du problème : le sort des animaux traités de la sorte... Comblons cette lacune.

Adoptée en novembre dernier par les ministres de la Communauté, l'interdiction de recourir aux hormones n'est en fait qu'une mesure parmi d'autres, dans l'ensemble législatif qui régit l'élevage des animaux de boucherie, ensemble qui traduit lui-même la volonté des autorités communautaires de contrôler le fonctionnement des grandes unités de production animale. Car celles-ci couvrent une proportion sans cesse croissante de la consommation des Dix.

Le sort des animaux dans ces « usines à viande » préoccupe de plus en plus l'opinion : celle-ci ne se méfie pas seulement,

de l'élevage industriel en général, elle est sensible aux conditions parfois cruelles dans lesquelles se déroule la brève existence des animaux de boucherie : surpeuplement des étables, nourriture inadaptée aux besoins réels de l'animal, recours abusif à des piqûres, drogues, etc.

Jusqu'à présent, l'action de la Communauté s'est exercée sur trois fronts : celui de l'élevage proprement dit, celui du transport et celui de l'abattage. Et d'autres mesures sont à l'étude.

Avant d'entrer dans le détail de ce qui existe, il faut rappeler que le traité de Rome n'a rien prévu en ce qui concerne la protection des animaux. La Communauté a donc été contrainte de chercher ailleurs une base juridique pour fonder son action dans ce domaine. Elle l'a trouvée dans le fait que les différences de normes pouvant exister ici et là en matière de production animale peuvent se traduire par des différences de coût d'exploitation, donc par une distorsion de concurrence.

En 1978, la Communauté a adhéré à la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des animaux de ferme. Celle-ci stipule notamment qu'il est interdit « d'infliger aux animaux destinés à la consommation des dommages corporels et des souffrances inutiles, pouvant résulter soit de la nature des substances solides ou liquides qui leur sont administrées, soit des conditions d'ingestion. »

La convention précise également ce que doivent être les conditions matérielles d'existence des animaux, l'entretien des équipements utilisés, etc (ainsi l'état des lieux et du matériel devra être vérifié au moins une fois par jour dans les grandes installations d'élevage). Un comité permanent est chargé de veiller à l'application de la convention et d'examiner les plaintes éventuelles.

Cependant, les signataires de la convention ont, à tout instant, la possibilité de lui retirer leur adhésion et c'est certainement là que le bât blesse. La Communauté européenne est donc allée plus loin et elle a mis en œuvre des dispositions bien précises en matière de production animale.

Les dernières en date ont trait aux conditions de transport, spécialement sur les longues distances : les transporteurs sont tenus d'observer des arrêts suffisamment fréquents pour assurer une alimentation normale des animaux. Ils doivent s'assurer de leur « confort » (très relatif) et un certificat international spécial doit accompagner chaque expédition.

La Commission européenne étudie maintenant la possibilité de nouveaux contrôles : il s'agira de lutter contre la surcharge des véhicules de transport (qui provoque souvent l'écrasement des animaux) ainsi que contre la sous-charge (qui expose les « passagers » des bétailières à des blessures provoquées par des pertes d'équilibre).

Autre directive communautaire, en vigueur, celle-là depuis 1974 : elle impose le recours à un matériel d'abattage adéquat et elle précise que, s'il est nécessaire d'enrayer les mouvements de l'animal, il conviendra de ne le faire que juste avant la mise à mort. Seuls les procédés particu-

liers d'abattage répondant à des impératifs religieux échappent à ces dispositions.

Bien qu'elle vise essentiellement à la protection de la santé humaine, l'interdiction des hormones dans l'alimentation animale doit également se comprendre comme un moyen de lutter contre les abus de l'élevage industriel. L'interdiction vise à la fois les hormones naturelles et les hormones artificielles, encore que les premières puissent être autorisées dans certains cas exceptionnels.

A l'heure actuelle, la Commission se penche également sur le sort des poules pondeuses, plus particulièrement celles des grands élevages : le nombre d'animaux par cage, le type d'alimentation qui leur est fourni font l'objet d'une attention spéciale.

La Communauté européenne n'est bien entendu pas le seul organisme ayant le souci de la protection des animaux : dans tous les Etats membres de nombreuses associations s'y intéressent. Plusieurs d'entre elles ont formé récemment à Bruxelles un Groupe européen de défense du monde animal.

Régions : des écarts qui s'élargissent

En 1970, les habitants des dix régions les plus pauvres de la Communauté européenne gagnaient en moyenne un peu plus du tiers du revenu des habitants des dix régions les plus riches. Aujourd'hui, le rapport est passé de un à quatre. L'écart entre les enfants chéris de l'expansion économique et ses laissés pour compte s'est donc fortement creusé en peu de temps.

C'est ce que fait apparaître le rapport sur la situation économique et sociale dans les régions de la Communauté, que la Commission a adopté en décembre 1980. On y apprend que le revenu individuel moyen en Italie du Sud, qui représentait en 1960, 39 % de la moyenne communautaire s'était élevé à 50 % en 1970 pour retomber à 46 % en 1973 et à 41 % quatre années plus tard. Au Pays de Galles, le pourcentage était passé de 79 % en 1970 à 61 % en 1977.

Comment expliquer ces résultats décevants ? Il ne fait aucun doute que la crise économique mondiale en est largement responsable. Mais le rapport souligne qu'il existe d'autres facteurs.

Il y a notamment ce que l'on peut appeler les éléments structurels propres aux régions périphériques de la Communauté : la dépopulation, un rapport peu favorable entre le niveau de l'emploi et celui des revenus, dans les secteurs productifs, la spécialisation de ces régions dans des activités à faible intensité de croissance, voire en déclin, et, enfin, qualification insuffisante de la main-d'œuvre.

Mais ce n'est pas tout. Le rapport — qui sera suivi d'analyses plus détaillées — reconnaît que certaines politiques communautaires ont eu pour effet d'aggraver les inégalités entre régions.

C'est le cas notamment de la politique agricole commune : les mécanismes d'intervention et de contrôle des prix de la PAC ont amplifié les disparités entre les revenus agricoles. En effet, les garanties dont bénéficient les agriculteurs valent surtout pour les productions des régions les plus fertiles tandis que d'autres zones, notamment les zones méditerranéennes, sont relativement défavorisées.

Dans le même temps, le système de garantie quasiment illimitée dont bénéficient les prix de certaines productions a fonctionné ipso facto au profit des grands exploitants bien plus qu'au profit des petits agriculteurs.

De plus, indique le rapport, les régions défavorisées de la Communauté ont été victimes non seulement du peu de soutien accordé à leurs productions mais aussi d'accords commerciaux qui ont favorisé les importations en provenance des pays méditerranéens extérieurs à la Communauté.

Les experts de la Commission estiment même que certains éléments qui bénéficient à l'ensemble de la Communauté ont joué au détriment des régions pauvres : ainsi le libre mouvement des facteurs de production, un des objectifs mêmes de l'Europe des Neuf, a contribué à accentuer les disparités.

En effet, le facteur de production le plus mobile a été constitué par la main d'œuvre. En revanche les transferts de capital vers les régions défavorisées sont demeurés extrêmement limités.

Ces analyses ont amené la Commission à émettre de premières suggestions destinées à améliorer les dispositifs actuels d'aide aux régions. D'excellentes occasions vont bientôt se présenter à cet égard. Le rapport dont nous venons de parler constitue déjà en soi une de ces occasions : il faudrait mettre en œuvre les idées qu'il contient.

D'autre part, la réglementation qui sert de base au Fonds européen de développement régional doit être revue cette année et M. Giolitti, membre de la Commission européenne responsable de ce secteur, a déjà indiqué quelles améliorations il souhaite.

Enfin, cette année également, la Commission doit entreprendre un réexamen complet de toute les politiques communautaires et des structures budgétaires, l'objectif étant de promouvoir une répartition équitable des avantages procurés aux pays membres par leur appartenance à la Communauté.

Ce réexamen est déjà en cours et la Commission doit communiquer aux gouvernements des Dix, d'ici la fin juin, les premiers résultats de ses réflexions.

Pour en revenir au rapport adopté récemment par la Commission, ajoutons que celui-ci contient un examen détaillé de la situation dans les régions sur les plans de la démographie, de l'emploi et des activités industrielles. Il analyse les facteurs qui ont influencé l'évolution du produit intérieur brut par habitant, dans les régions, la productivité, l'emploi, le taux d'investissement et divers éléments structurels qui conditionnent la production.

L'EUROPE ET VOUS

Largesses douanières...

Nous pourrions bientôt ramener de l'étranger davantage de marchandises hors taxe, ou bien être autorisés à recevoir de nos amis des cadeaux détaxés plus importants. Du moins si certaine proposition de la Commission européenne est approuvée par le Conseil de ministres.

En effet, selon cette proposition, les voyageurs en provenance d'un pays qui n'est pas membre de la Communauté seront autorisés à importer en franchise une quantité de marchandises représentant une valeur maximale de 45 unités monétaires européennes (soit environ 1.830 FB) alors que la limite est actuellement de 40 unités. Par ailleurs, la valeur maximale des cadeaux personnels que nous pourrions recevoir en provenance de pays non-communautaires passerait de 30 à 35 unités (soit 1.420 FB).

Les cadeaux en provenance d'un pays membre de la Communauté pourraient avoir une valeur maximale de 70 unités monétaires (soit environ 2.845 FB) contre 60 unités actuellement.

Ces propositions de la Commission concernent les taxes. Des propositions concernant les droits de douane ont été également transmises au Conseil de ministres.

Celui-ci a aussi sur sa table une proposition tendant à porter de 180 à 210 unités (soit environ 8.525 FB) la valeur maximale des marchandises que les ressortissants des pays de la Communauté peuvent importer en franchise d'un autre Etat membre. Toutefois cette augmentation ne concernerait pas le tabac, les cigarettes, les alcools et les parfums.

Chaque litre compte...

Une méthode uniforme de mesure de la consommation et de la puissance des véhicules à moteur a été adoptée pour l'ensemble de la Communauté.

La législation correspondante entrera en vigueur d'ici 18 mois. Objectif : permettre aux acheteurs de choisir leur voiture ou leur camion en pleine connaissance de cause et faciliter les échanges intracommunautaires dans le domaine de l'automobile.

In vino veritas : pas toujours !

Un comité spécial d'enquête mis sur pied par le Parlement européen pour étudier les fraudes en matière de vin a découvert dans ce secteur une vingtaine de formes d'irrégularités mettant en infraction pas moins de cinq Etats membres.

M. Bob Battersby, parlementaire britannique conservateur, a présenté le rapport du comité en déclarant : « On est frappé par la naïveté et l'ingéniosité dont font preuve les fraudeurs. »

Parmi ces irrégularités, on peut relever la fabrication de vin rosé à partir du simple mélange de vin rouge et de vin blanc, l'existence de boissons alcoolisées ayant l'aspect du vin mais en ne contenant pas une goutte de jus de raisin ainsi que l'enrichissement du vin par le coupage avec du sucre, ce qui le rend sensiblement moins cher que si l'on y ajoute du moût concentré.

Le rapport a également souligné qu'en raison d'un personnel insuffisant, les contrôles étaient souvent superficiels et effectués à des dates fixées à l'avance, ce qui permettait aux fraudeurs de se préparer pour l'inspection.

Au cours des débats, M. Georges Sutra de Germa (socialiste français) a fait remarquer que ces irrégularités avaient été découvertes il y a deux ans et que la politique de la Communauté dans le secteur du vin s'orientait toujours plus vers la production de vin de qualité.

Une « première » ensoleillée

La première centrale électrique solaire d'usage commercial vient d'être construite à Adriano en Sicile, avec l'aide de la Communauté. Elle devrait être reliée au réseau de distribution au cours des prochains mois.

Baptisée Eurhélios, elle aura une capacité d'un mégawatt, produit grâce à la chaleur captée par 182 miroirs géants. Des centrales de même type sont en cours de construction en France, en Espagne et aux Etats-Unis.

La part de la Communauté dans le financement des installations d'Adriano représente la moitié du coût de construction.

Bonnes vacances...

L'assurance-vacances est une activité en pleine expansion, tant est grand le souci de nos contemporains de se prémunir contre les catastrophes qui risquent d'assombrir leurs congés annuels. Compagnies d'assurances, clubs automobiles et organismes spécialisés rivalisent de zèle pour protéger les vacanciers.

Mais existe-t-il des garanties suffisantes que le souscripteur d'une police d'assistance bénéficiera effectivement de la couverture qu'il recherche ? La Commission européenne n'en est pas du tout convaincue...

C'est pourquoi, elle a adressé aux ministres de la Communauté une proposition destinée à garantir des avantages identiques à tous les souscripteurs d'une police d'assistance auprès d'une compagnie d'assurance. De diverses manières, cette proposition vise également à accroître la concurrence entre les organismes d'assurance. Il s'agit par là de peser sur le montant des primes et de garantir au vacancier un choix plus vaste d'assureurs.

D'autre part, ces derniers devraient posséder une assise financière suffisante et disposer d'un fonds de garantie minimal.

Cette clause sera sans doute appréciée des quelque 350.000 souscripteurs français qui, l'an dernier, ont assisté à la déconfiture de la compagnie à laquelle ils s'étaient adressés...

Le sauvetage de la baleine : la Communauté agit

Les importations à des fins commerciales de produits dérivés de la baleine et autres cétacés seront interdites à partir du 1^{er} janvier 1982 dans l'ensemble de la Communauté européenne. Les autres types d'importations — non commerciales — devront faire l'objet d'une autorisation spéciale.

On estime qu'à l'heure actuelle, les importations communautaires d'huile de cachalot — utilisée surtout comme lubrifiant — représentent quelque 35 % de la production mondiale tandis que les importations européennes

d'huile de baleine — composant important de la margarine — représentent environ 14 % de la production.

Les produits baleiniers sont utilisés couramment dans la mécanique de précision, la maroquinerie de luxe, la fabrication de cosmétiques et l'industrie alimentaire.

Les mesures d'interdiction adoptées par la Communauté sont justifiées par le fait que la baleine et les autres grands cétacés sont menacés d'extinction pure et simple. Une action internationale de protection s'impose d'autant plus que la disparition de ces animaux aurait des conséquences écologiques graves pour d'autres formes de vie marine.

Les idées noires

Les consommateurs européens ont de moins en moins confiance en l'avenir et leur pessimisme atteint aujourd'hui un degré semblable à celui qui fut enregistré en 1974, année du premier grand choc pétrolier.

Cela se lit sans ambiguïté dans un sondage effectué par la Commission européenne en octobre dernier dans huit Etats membres de la Communauté et dont les résultats viennent d'être publiés.

Au début de 1980, on avait enregistré, sinon un regain de confiance, du moins un arrêt du déclin de la confiance... Mais, depuis lors, nos contemporains ont recommencé, de plus en plus nombreux, à broyer des idées noires.

Cela est particulièrement vrai en Belgique : il faut dire que le pays a le taux de chômage le plus élevé de la Communauté. Viennent ensuite par ordre décroissant de pessimisme, les Pays-Bas, l'Italie et le Royaume-Uni.

Seuls les Danois semblent penser que tout ne vas pas complètement mal. Quant aux Français et aux Allemands, ils ne trouvent aujourd'hui pas plus d'occasions de se réjouir que naguère.

L'ouvrage de Daniel Strasser, Directeur général des Budgets de la Commission des Communautés européennes, nous introduit et nous guide, en toute clarté et objectivité, dans les arcanes des institutions communautaires, au cœur même de la politique européenne.

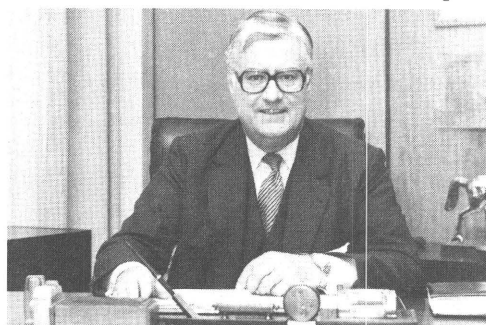
« L'entreprise est énorme », observe M. Tugendhat, membre de la Commission européenne chargé du budget. « L'histoire du développement des finances de l'Europe est complètement traitée. Les textes législatifs sont analysés de près.

Les différentes politiques qui ont progressivement été mises en œuvre au niveau de la Communauté, sont décrites avec un luxe de détails.

La fréquence des changements reflète le développement et le dynamisme des Communautés européennes. Elle reflète également l'importance croissante des affaires budgétaires dans la vie de l'Europe. Au cours des dernières années, le budget s'est déplacé vers le centre d'intérêt des affaires de la Communauté.

Il est devenu le point de rencontre des intérêts nationaux et le point de croisement des responsabilités des Institutions de la Communauté : Conseil, Parlement, Commission et Cour des Comptes.

Les finances de l'Europe



Daniel Strasser est depuis 1977 directeur général des budgets.

Des tensions et des éclats sont susceptibles de se produire, mais ils doivent être conciliés. Le processus qui conduit finalement vers l'accord et le progrès est complexe et souvent difficile à suivre. Mais tous ceux qui veulent savoir comment la Communauté travaille, ont besoin de comprendre.

Et M. Tugendhat de conclure :

« Le livre de Daniel Strasser est une contribution indispensable à la compréhension des événements qui se produiront au cours des prochaines années. J'espère que Daniel Strasser, qui y participera, trouvera encore le temps de les décrire.

Grâce à son expérience et à la position qu'il occupe, il est le mieux qualifié pour le faire. »

Sur près de 600 pages, M. Strasser livre au grand public les faits et gestes des argentiers communautaires.

Comme il se plaît à le dire lui-même, avec philosophie, « sachant que les faits ne sont pas toujours nés libres et égaux en droit, j'ai voulu leur donner leur vrai sens. J'ai voulu faire œuvre objective ».

Le livre se compose de trois parties : la première est juridique, elle analyse le droit budgétaire de la Communauté ; la deuxième et la troisième sont plutôt orientées vers l'économie et les finances, la deuxième étant consacrée aux ressources des Communautés européennes et la troisième aux interventions des Communautés européennes.

« Mon ambition première, a déclaré l'auteur, a été d'écrire un traité le plus exact possible sur tout ce que recouvre le

concept de finances de l'Europe.

Ceux qui voudront connaître l'évolution des finances publiques communautaires depuis bientôt 29 ans, n'auront qu'à se rapporter aux annexes où se trouvent rassemblés les chiffres qui, au fil de ces trois décennies, ont été publiés par les Institutions communautaires. »

Mais, plus qu'un livre de référence, les « Finances de l'Europe » étudient les mécanismes budgétaires et, en ce sens, elles introduisent dans ces phénomènes un esprit d'analyse et de synthèse, à la fois une vue de détail et d'ensemble qui les rendent plus familiers au lecteur. Derrière les chiffres se profilent des réalités économiques et sociales qui ne peuvent laisser aucun citoyen de la Communauté indifférent.

« Les finances de l'Europe » ont été éditées pour la première fois en 1975 aux Presses universitaires de France.

L'ouvrage est ensuite paru en anglais, aux Etats-Unis, en espagnol, en allemand, en italien et, en novembre 1980, en grec.

La présente édition, parue aux éditions Labor, 342, rue Royale, 1030 Bruxelles et Nathan, 9, rue Méchain - 75680 Paris Cedex 14, vient compléter fort utilement la collection « Europe ».

Comité Consultatif CECA

M. Lodewijk Coosemans, conseiller général de Fabrimétal, a été nommé président du Comité consultatif de la CECA. Ce comité, créé par le traité de Paris, instituant la CECA, est fréquemment consulté par la Commission à propos des questions sidérurgiques et charbonnières, ce fut notamment le cas lors de déclaration d'état de crise manifeste dans le secteur acier en octobre 1980.

De formation économique et financière, M. Coosemans est aussi administrateur à la Société Nationale de Crédit à l'Industrie (SNCI) et président du groupe de travail ad hoc « Acier » de l'Organisme de liaison des industries métalliques européennes ORGALIME.

« La CE traite uniquement avec les Etats membres »

« Le droit communautaire européen a un caractère contraignant, également pour des institutions dont l'autonomie est constitutionnellement reconnue » rappelait M. le Baron Van Der Meulen, ancien représentant permanent de la Belgique auprès des Communautés européennes, dans une allocution au colloque international de la Fondation Francqui du 12 novembre 1980, dont le titre significatif était « la Belgique et l'intégration européenne ».

« Dans les traités européens seuls les Etats mem-

bres apparaissent comme partie contractantes. Les engagements passés sont donc obligatoires pour tous les organes ou institutions de ces Etats membres, également lorsque, conformément à la Constitution, ils jouissent de compétences autonomes. La jurisprudence de la Cour de Justice est claire et peut en général être interprétée dans le sens que les institutions constitutionnellement autonomes des Etats membres qui violeraient les dispositions impératives du droit communautaire, engageraient la responsabilité de tout l'Etat membre... »

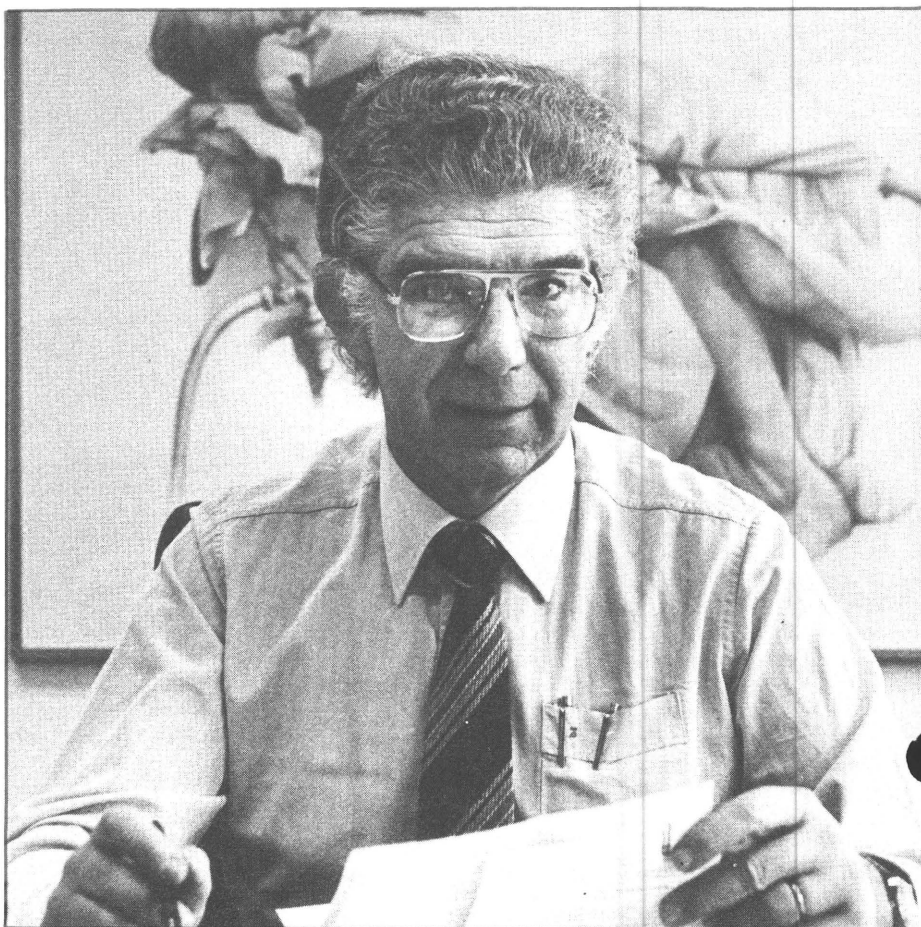
Concurrence

La Commission a infligé récemment une amende de 200.000 UCE (environ 8 millions FB) à la société Johnson & Johnson Inc., New Brunswick, Etats-Unis, l'un des premiers fabricants mondiaux de produits pharmaceutiques et de médicaments, et à trois de ses filiales britannique, allemande et suisse pour avoir interdit à leurs distributeurs britanniques et allemands d'exporter des tests de grossesse « Gravindex » et avoir continué à restreindre les exportations du Royaume-Uni vers l'Allemagne, après avoir levé l'interdiction formelle d'exporter. Après cette première décision, la Commission compte poursuivre son action, pour garantir que les produits pharmaceutiques, comme les autres produits, puissent circuler librement dans l'ensemble du marché commun.

Les Belges au Parlement européen

Willy De Clercq :

« Le PE doit d'abord acquérir plus de compétences »



EURinfo : Non seulement vous êtes parlementaire européen, mais aussi parlementaire belge, président du P.V.V., et vous occupez également activement des fonctions diverses allant d'avocat à administrateur d'un grand club de football. Quelle est la place de votre mandat européen dans tout cela ?

Willy De Clercq : Toute médaille a son revers. Le fait que je puisse moins m'occuper de mon mandat européen que je ne l'aimerais et d'autre part que je sois très pris par les affaires belges, qui, ne l'oublions pas, sont mêlées aux problèmes internationaux et donc européens, me permet, davantage que certains de mes collègues, de discerner et de toucher du doigt les défauts et imperfections actuelles du PE.

EI : Tels que ?

W.D.C. : Que le PE tourne souvent autour des problèmes, qu'il néglige souvent des questions communautaires fondamentales et que d'autre part il ne soit pas confronté à un véritable gouvernement européen.

Le scénario bat parfois de l'aile et les acteurs sentent bien que souvent ils n'ont ni le public ni les possibilités de pouvoir s'exprimer.

Willy DE CLERCQ (PVV-ELD)

53 ans (né le 8 juillet 1927 à Gand).

Marié, 3 enfants.

Docteur en droit (1950) et licencié en notariat (1951).

Avocat au tribunal du travail de Gand. Conseiller communal de Gand depuis 1952.

Député libéral de l'arrondissement Gent-Eeklo depuis 1958.

1960 : Ministre, sous-secrétaire d'Etat au budget.

1966-1968 : vice-premier ministre et ministre du budget.

EI : La plupart des membres belges que nous avons interrogés partagent cette opinion. Mais comment peut-on y changer quelque chose ?

W.D.C. : Le PE a comme première mission de veiller à ce qu'il obtienne davantage de compétences.

Cela peut se faire d'abord par une modification du Traité, ce qui n'empêche

Depuis 1972, président du Partij voor Vrijheid en Vooruitgang.

1973 : vice-premier ministre et ministre des finances.

1974 à 1977 : ministre des finances, gouverneur de la Banque Mondiale, de la banque interaméricaine, de la banque asiatique et du Fonds africain de développement.

1976 : président du comité intérimaire du Fonds Monétaire International.

1977 : président du Conseil des Gouverneurs de la Banque européenne d'investissement.

Membre de la commission des relations économiques extérieures du PE élu en juin 1979.

Président faisant fonction de l'ELD en remplacement de M. Thorn.

nullement que, à mesure que le PE acquerra plus de poids et aura les coudées plus franches, son autorité morale et son pouvoir effectif augmenteront.

Le Parlement, organe politique, compte en effet en son sein nombre de personnalités dirigeantes et d'autre part des hommes qui ont beaucoup de mérites, presque des pionniers, qui peuvent

exercer une assez forte pression sur les gouvernements des Etats membres et les contraindre à donner davantage de pouvoir au PE.

EI : Nous avons posé la même question à vos collègues L. Tindemans et K. Van Mielt, et tous sont d'accord sur le fait que le Parlement doit obtenir plus de compétences.

Mais n'est-ce pas à vous, représentants des trois plus importants courants d'opinion dans ce parlement et dans votre pays, de le réaliser.

W.D.C. : Oui. Il n'y a peut-être pas assez d'initiatives en ce sens.

Mais la Belgique ne donne pas le ton au PE. Et je constate que, par exemple, en France le fait que des hommes politiques parmi les plus importants siègent au PE ne change en rien l'attitude du gouvernement français.

EI : Comme président du P.V.V. quelles compétences voudriez-vous transférer aux institutions européennes et plus particulièrement au PE ?

W.D.C. : Le Parlement devrait pouvoir jouer un rôle déterminant face aux problèmes menaçants.

Il est évident qu'il faut s'attaquer à la crise au niveau supranational, et cela autant pour la relance économique, que pour la lutte contre l'inflation, pour l'énergie et pour l'agriculture. Mais les gouvernements ne l'admettent pas.

EI : Comme libéral, vous plaidez maintenant pour davantage d'initiative publique au plan européen ?

W.D.C. : Il est évident que l'état a un rôle à jouer dans la lutte contre la crise, ne fut-ce qu'en menant une politique judicieuse d'encadrement, ce qui selon moi peut mieux se faire au niveau européen que dans chaque état pris séparément. Mais nous en sommes loin.

Ce qui me déçoit le plus c'est que, au Parlement, on se chamaille à propos de tout et de rien, du moment que cela se passe loin de chez nous. Le Nicaragua, la faim en Asie... C'est intéressant, mais je crains que de cette manière le Parlement n'arrive plus à s'occuper des sujets qui préoccupent les populations européennes.

EI : Il n'y a pas longtemps, la CE a invité les autorités belges à faire des efforts pour assainir les finances publiques.

Le profane se demande alors : « Pourquoi la CE s'occupe-t-elle de notre portemonnaie ? »

Comment réagissez-vous en tant qu'ancien ministre des Finances ?

W.D.C. : Si vous êtes d'accord sur le fait que la politique budgétaire, la politi-



que économique et monétaire des Etats membres doivent se rapprocher progressivement, alors il est extrêmement utile que la Commission fasse régulièrement rapport sur l'état d'avancement et fasse des recommandations aux Etats membres. L'avis émis par la Commission à propos de la Belgique est, selon moi, sévère mais correct. Encore un avertissement demandant qu'enfin on fasse de sérieuses économies. D'autre part je ne suis pas d'accord avec le fait que le gouvernement belge n'ait pas choisi le côté du Parlement européen dans le conflit qui l'oppose au Conseil concernant le budget supplémentaire pour 1980 et n'ait pas voulu verser directement sa quote-part.

EI : Quelle est votre attitude, comme expert monétaire, face à l'Union monétaire européenne, le PE peut-il y jouer un rôle ou reste-t-il spectateur ?

W.D.C. : Le Parlement y consacre en tout cas des débats. A Strasbourg, j'ai notamment insisté pour que, comme prévu, la 2e phase du SME entre en vigueur le 13 mars 1981 et que donc, le Fonds monétaire européen soit mis sur pied. Cela restera probablement un vœux pieux. Après tout le SME est un pas sur la bonne voie après le « serpent » qui finale-

ment s'était tellement rétréci qu'il ressemblait davantage à un ver de terre...

Le SME doit être consolidé, car la stabilité monétaire n'est pas assurée et à tous moments une nouvelle crise monétaire peut éclater. C'est cependant un succès, en cela je partage l'opinion de Roy Jenkins.

Le système est en soi très compliqué, mais même le profane peut découvrir ses avantages. Surtout dans un pays comme la Belgique, dont l'économie ouverte est très dépendante de l'extérieur, des importations et des exportations, on a besoin de la plus grande stabilité monétaire possible, ne fut-ce que pour pouvoir apprécier plus aisément et plus justement les prix et les bénéfices et ainsi pouvoir planifier la production et par conséquent maintenir le niveau de l'emploi. Tout se tient.

EI : Au Parlement vous êtes aussi membre de la commission CEE-ACP. Comment peut-on à votre avis mener une politique de coopération au développement avec le Tiers-Monde et en même temps protéger notre industrie qui, dans ses secteurs traditionnels, subit une concurrence souvent mortelle des entreprises du Tiers-Monde ?

W.D.C. : C'est le problème le plus important auquel nous soyons confronté au niveau international, parce qu'il est, selon moi, déterminant pour la paix dans le monde et pour l'avenir.

Nous ne pouvons plus nous contenter d'un monde où un tiers mange presque tout le gâteau, tandis que le reste doit se satisfaire des miettes.

Même abstraction faite de toute considération morale, il faut trouver une solution, car si nous ne la trouvons pas elle nous sera imposée. Cela me rend très pessimiste. Il ne me semble pas exclu que ce déséquilibre déclenche une troisième guerre mondiale.

Je crois que nos plus grandes chances de réussite se situent dans les négociations sur la division internationale du travail.

La convention de Lomé va dans la bonne direction. Il est évident que nous devons reconvertir des secteurs déterminés, ce qui est un synonyme diplomatique de « fermer ». Mais nous sommes tellement mieux lotis qu'eux en possibilités de reconversion, en cerveaux, capital et hommes.

Nous pouvons certainement compenser dans des technologies à forte valeur ajoutée ce que nous perdrons dans d'autres domaines. Malheureusement ces changements se produisent un peu en ordre dispersé.

Il en est ainsi dans le secteur de l'énergie, de l'inflation, avec presque tout. Je plaide pour une autorité européenne qui accompagne cette évolution.

Publications

Disponibles au Bureau de Presse et d'Information, 73, rue Archimède - 1040 Bruxelles

- La politique de la recherche de la Communauté européenne. Documentation européenne 5/1980. 27 p.
- Les additifs alimentaires et le consommateur. 58 p.
- Le dossier de l'Europe. La communauté européenne et les petites et moyennes entreprises. 19/80.
- Le dossier de l'Europe. La reconnaissance mutuelle des diplômes et des qualifications professionnelles. 20/80.

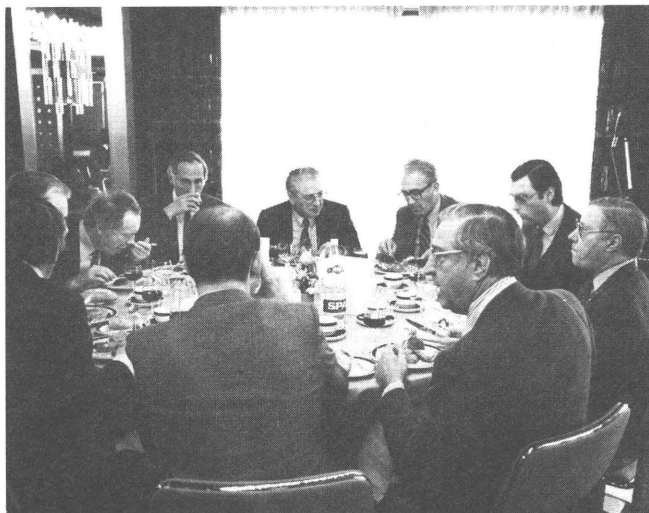
EN VENTE

A la « Librairie européenne » rue de la Loi, 244 - 1040 Bruxelles et au « Moniteur belge » rue de Louvain, 42-44 - 1000 Bruxelles.

- « Les régimes d'aide régionale dans la Communauté européenne ». Série politique régionale n° 15. 336 p. 275 FB.
- « Répertoire du droit communautaire courant ». 497 p. 1.500 FB.

A commander à Luxembourg, Commission des CE, DG XIII A-3, bâtiment Jean Monnet Kirchberg.

- « Acts published in the Official Journal of the European Communities concerning Community scientific and technical research » 194 p. 1.200 FB
- « Cellular and molecular biology of the pathological state » 73 p. 120 FB.
- « Hazards involved in the industrial use of microorganisms » 61 p. 100 FB.
- The evaluation of research and development - Summary of the recommendations and main contributions. 83 p. 460 FB.
- Achievements Report 1977-1978. 78 p. 450 FB.



Le 4 décembre 1980, la Chambre de Commerce de Bruxelles a organisé une journée d'études sur le thème « La CEE face aux problèmes des PME » en collaboration avec le Bureau de Presse et d'Information. Un déjeuner a réuni les participants au centre : M. F. Margot (membre du Comité Economique et Social CE, Secrétaire Général du Nationaal Christelijk Middenstandsverbond), à sa gauche MM. J. Desmarets vice-premier ministre et ministre des Classes Myennes, J.-L. Vanderstappen, président de la Chambre de Commerce et J. Poorterman, directeur du Bureau de Presse et d'Information.



Dans le cadre de l'émission « Point de mire », la RTBF organise tous les jeudis midi un concours « Europe » destiné aux jeunes de 16 à 21 ans. Le jury est présidé par M. Poorterman directeur du Bureau de Presse et d'Information.

La famille Thorn et l'indépendance belge

Un lointain parent de M. G. Thorn, Président de la Commis-

sion, était un européen et un Beneluxien avant la lettre. C'est ce que nous apprend l'ouvrage de Jules Mersch « Biographie Nationale du Pays de Luxembourg » XVIIe fascicule (Luxembourg, 1969, 340 p.) qui au chapitre consacré à la famille Thorn, rappelle que Jean-Baptiste Thorn né en 1783 au Grand Duché de Lu-



Félix Trappeniers

Félix Trappeniers est décédé le 19 novembre 1980 à Tervuren. Il était chef de division à la Commission CE et s'était surtout fait connaître à un large public par ses conférences sur la CE, par ses études au CVP et par de nombreuses publications sur l'Europe et les problèmes économiques. Il a notamment participé à « Het land waarin wij werken » réalisé en 1974 à l'initiative de Gaston Eyskens.

Né en 1933, Félix Trappeniers était docteur en sciences économiques, licencié en sciences politiques et sociales et en sciences commerciales et financières.

Il enseigna les aspects économiques et financiers de la santé publique comme professeur extraordinaire à la KUL. Membre du cabinet du commissaire européen Albert Coppe, il fut ensuite chef de cabinet d'Henri Simonet, vice-président de la Commission. Il réintégra par la suite ses fonctions dans l'administration européenne, où il participa aux négociations de l'Accord Multifibres comme responsable de la division Textile, il devint ensuite responsable de la division « Acier ».

xembourg fut membre de la constituante belge jusqu'en 1839. Il fut aussi gouverneur de la province du Luxembourg jusqu'en 1834, période pendant laquelle il fut enlevé et emprisonné par les troupes hollandaises ! J.-B. Thorn n'en fut pas moins, ultérieurement, gouverneur de la province de Hainaut de 1834 à 1841.